

LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

REVUE MENSUELLE

DU

BUREAU INTERNATIONAL

POUR LA

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



64^e Volume — Année 1948

BERNE
BUREAU INTERNATIONAL
POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
1948

PROPERTY INDUSTRIES

NOTICE

FOR THE YEAR 1961

ANNUAL REPORT

TABLES DES MATIÈRES

DE LA

SOIXANTE-QUATRIÈME ANNÉE

1948

TABLE DES ARTICLES

Bibliographie:

Pages

Ouvrages nouveaux 20, 64, 84, 104, 124, 140, 160, 180, 204, 224

Publications périodiques 64, 104, 180, 247

Congrès et assemblées:

Revue pour 1947 10

Réunions internationales

Chambre de commerce internationale. Commission pour la protection internationale de la propriété industrielle (session du 3 juin 1948, à Paris) 116

Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, Comité exécutif, réunion de Londres (des 3—7 octobre 1948) . . . 158, 192, 221

Comité international des échanges, troisième Congrès (Athènes, 24-29 octobre 1948) 222

Cinquième conférence interaméricaine d'avocats (Lima, 25 novembre—8 décembre 1947) 244

Correspondance:

Lettre d'Allemagne (H. Elten) 55

Lettre de Belgique (Th. Braun) 36

Lettre de Bulgarie (S. Kolev) 137

Lettre des États-Unis (Stephen P. Ladas) 118

Lettres de France (Fernand-Jacq) 75, 197

Lettres de Grande-Bretagne (F. Honig) 155, 174

Lettre de Grèce (A. Kalliklis) 15

» » » (P. Mamopoulos) 79

Documents officiels:

UNION INTERNATIONALE:

État au 1^{er} janvier 1948 1, 2

Documents officiels (suite).

Pages

— RATIFICATIONS DES ACTES DE LONDRES ET NOUVELLES ADHÉSIONS:

Pays-Bas et colonies 125

Arrangement concernant la conservation et la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (Neuchâtel, 8 février 1948). État des membres au 1^{er} juillet 1948 126

Ratifications et adhésions:

Autriche 125

Belgique 42

Brésil 181

Ceylan 21

Danemark 3

Dominicaine (Rép.) 161

Grèce 161

Hongrie 21

Irlande 21

Italie 3

République Libanaise 3

Liechtenstein (Principauté du —) 105

Luxembourg 3, 85

Palestine 3

Pays-Bas et colonies 21, 126

Pologne 3

Portugal 3

Syrie 85

Tanger (Zone de —) 105

Territoire de Tanganyika 3

Trinidad et Tobago 3

— CONVENTIONS INTERNATIONALES:

Accord de Londres relatif au traitement des brevets ayant appartenu à des Allemands (du 27 juillet 1946), documents complémentaires 142

Documents officiels (suite).

Pages

LÉGISLATION INTÉRIEURE:

— MESURES PRISES EN RAISON DE L'ÉTAT DE GUERRE:

Revue pour 1947 et 1948	10, 235
Autriche	66, 143, 205, 225
Belgique	22, 42, 86, 143
Brésil	3
Canada	66, 105
Ceylan	3
Espagne	22, 66
États-Unis	66, 67, 143, 225
France	42, 67, 181, 182, 190
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	144, 162
Grèce	67, 144
Hongrie	22, 106, 205, 206, 209
Indes-néerlandaises	68
Irlande	3
Islande	144, 225
Italie	126, 182, 190
Luxembourg	23, 126
Maroc (Zone française)	69
Norvège	5, 144
Nouvelle-Zélande	23, 24, 209
Pays-Bas	5
Pologne	25
Salvador	6
Suède	42, 43, 69, 86, 144
Suisse	25, 43, 69, 108
Syrie	43
Tchécoslovaquie	86, 127, 145
Tunisie	108, 109

— LÉGISLATION ORDINAIRE:

Revue pour 1947	11
---------------------------	----

A. Pays de l'Union

Allemagne	162, 163, 182, 184, 210, 217
Australie	70
Autriche	7, 43, 46, 53, 70, 71, 87, 89, 110, 127, 134, 145, 163, 184, 185, 211, 217
Belgique	53, 89, 90, 154, 185, 217
Brésil	72
Bulgarie	73, 90
Espagne	226
France	8, 9, 27, 31, 53, 75, 91, 113, 147, 154, 164, 185, 217
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	52, 113, 127, 186
Grèce	91
Italie	27, 53, 74, 113, 128, 147, 164, 186
Luxembourg	91, 147
Nouvelle-Zélande	9, 27
Palestine	29
Pologne	29, 74, 92, 128, 187
Suède	53
Suisse	75, 148
Tunisie	53
Union Sud-Africaine	94, 114, 128, 149, 169, 187, 228

Documents officiels (suite).

Pages

B. Pays non unionistes

Arabie Saoudite	109
Argentine	7, 26
Chine	47, 111
Colombie	8, 26, 53, 73
Congo belge	146
Égypte	173
État d'Israël	215
Iraq	173
Pérou	173
Philippines (Iles)	92
U.R.S.S.R.	29, 31, 93
Uruguay	98

CONVENTIONS PARTICULIÈRES:

Revue pour 1947	10
Argentine—France	75
Danemark—France	53
États-Unis—France	54
France—Italie	190, 217

Études générales:

L'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle en 1947.	9
De la déchéance des brevets, en France, faute d'exploitation (Marcel Plaisant)	13
Les brevets de principe et la question des équivalents (Fernand-Jacq)	31
De la dégénération de la marque en un nom de produit (B. von Büren)	98
Contribution à l'étude des traités de paix quant à la prolongation de certains droits de propriété industrielle (Camillo Pellegrino)	116
Quelques remarques concernant la loi anglaise sur les marques (à propos d'un livre récent)	134
A propos de la «dégénération» d'une marque en un nom de produit (Fernand-Jacq)	154
Prolongation des brevets français qui n'ont pu être exploités normalement pendant la guerre (Compagnie des ingénieurs-conseils français)	220
Les mesures exceptionnelles prises par divers pays, en matière de propriété industrielle, en raison de l'état de guerre	235

Jurisprudence:

Revue pour 1947	12
Allemagne	55
Belgique	36, 39
Brésil	81
Canada	101
États-Unis	118
France	75, 197
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	155
Grèce	79
Italie	61, 81, 101, 137, 159, 178, 203, 222
Maroc (Zone française)	178, 222
Pays-Bas	16

Jurisprudence (suite).

	Pages
<i>Portugal</i>	61, 178
<i>Roumanie</i>	223
<i>Suisse</i>	16, 82, 102, 124, 137, 159
<i>Tchécoslovaquie</i>	83, 160, 203

Nécrologie:

Joseph Braun	179
Fritz Osterlag	103
Louis Jaton	245

Nouvelles diverses:

Quelques précisions supplémentaires au sujet de la Fédération internationale des ingénieurs-conseils. . .	179
<i>Allemagne</i> . Institution d'un Bureau des brevets. . . .	83
<i>Danemark</i> . Mutation dans le poste de Directeur du Bureau des brevets et des marques	139
<i>Estonie, Lettonie et Lituanie</i> . Les brevets et les marques	83
<i>État d'Israël</i> . De la protection de la propriété industrielle	139
<i>France</i> . Une proposition de loi tendant à assurer la protection des droits de savants.	40
La nouvelle loi de finances et les inventeurs	160

Nouvelles diverses (suite).

	Pages
<i>Inde et Pakistan</i> . La protection de la propriété industrielle	84, 139
<i>Italie</i> . L'— doit-elle adhérer à l'Arrangement de Madrid concernant la répression des fausses indications de provenance?	104
Création d'une coopérative des inventeurs	124
<i>Luxembourg</i> . La dénomination « Benelux » n'est pas susceptible d'enregistrement à titre de marque.	204
<i>Pakistan</i> . De la protection des brevets et des marques	84, 139
<i>Pologne</i> . Les brevets et les modèles d'utilité non exploités durant la guerre	124
<i>Suisse</i> . A propos de la revision de la loi fédérale sur les brevets	62
<i>Tanger (Zone de —)</i> . Mutation dans le poste de Directeur du Bureau de la propriété industrielle	224

Statistique:

Revue pour 1946	13
<i>Allemagne</i> . Les demandes déposées auprès du Bureau des entrées de Darmstadt	224
<i>Brésil</i> . Statistique pour 1946 (supplément)	64
Statistique générale de la propriété industrielle pour 1947	246, 247, 248

TABLE ANALYTIQUE**A**

ACCORD DE LA HAYE (DU 6 JUIN 1947) RELATIF À LA CRÉATION D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES BREVETS. — *France*. Ratification, p. 113.

ACCORD DE LONDRES RELATIF AU TRAITEMENT DES BREVETS AYANT APPARTENU À DES ALLEMANDS. — Documents complémentaires, p. 142.

ACTES DE LONDRES. — *Pays-Bas et Colonies*. Adhésion, p. 125.

ACTES DE L'UNION. — V. Actes de Londres; Arrangement de La Haye; Arrangement de Madrid (fausses indications de provenance); Arrangement de Madrid (marques); Arrangement de Neuchâtel; Convention d'Union; Union internationale

ADMINISTRATIONS DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — *Allemagne*. Bureaux des entrées, institution et assermentation du personnel, p. 83, 162, 163, 184, 210. — *Autriche*. Ordonnances modificatives, p. 134, 145. — *Belgique*. Publications officielles, prix, p. 90. — *Danemark*. Nouveau Directeur, p. 139. — *Luxembourg*. Publications officielles, tarif, p. 91. — *Tanger (Zone de —)*. Nouveau Directeur, p. 224.

AGENTS DE BREVETS. — *Argentine*. Marques, dépôt par mandataire, décision, p. 7. — *Pologne*. Règles, p. 92. — V. Fédération internationale des ingénieurs-conseils.

AKERMAN, CASIMIR. — Note de jurisprudence roumaine, p. 223.

ALIMENTS. — V. Appellations d'origine; Produits divers.]

ALLEMAGNE. — Accord de Londres concernant le traitement des brevets ayant appartenu à des Allemands, documents complémentaires, p. 141. — Bureaux des entrées pour les demandes relatives aux brevets, modèles d'utilité et marques, institution, assermentation du personnel et statistique, p. 83, 162, 163, 184, 210, 224. — Dépôt de marques, brevets et modèles d'utilité, instructions, p. 182, 217. — **Jurisprudence. V. Table systématique.** — Lettre d'— (H. Elten), p. 55.

ANGLETERRE. — V. Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

ANNUITÉS. — V. Taxes.

APPELLATIONS D'ORIGINE. — *Belgique*. Moutarde, chicorée et produits analogues, ar-rêtés, p. 53, 154. — *France*. Conserves alimentaires, comité technique, p. 91;

fruits et légumes et fromages, comités techniques, création, p. 8, 154; noix, choux-fleurs, salades, etc., décrets, p. 75, 217; vins divers, décrets, p. 31, 53, 75, 154, 217. — *Italie*. Adhésion à l'Arrangement de Madrid? p. 104. — *Tunisie*. Vin muscat de Tunisie, p. 53; V. Conventions particulières.

ARABIE SAOUDITE. — Marques, loi, p. 109.

ARGENTINE. — Marques, dépôt par mandataire, décision, p. 7; renouvellement, demandes, décisions, p. 7, 26. — V. Conventions particulières.

ARRANGEMENT DE LA HAYE. — Pays membres au 1^{er} janvier 1948, p. 2. — V. Actes de Londres; Dépôt international des dessins ou modèles; Union internationale.

ARRANGEMENT DE MADRID (FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE). — Pays membres au 1^{er} janvier 1948, p. 2. — *Italie*. Adhésion? p. 104. — V. Actes de Londres; Union internationale.

ARRANGEMENT DE MADRID (MARQUES). — Pays membres au 1^{er} janvier 1948, p. 2. — V. Actes de Londres; Enregistrement international des marques; Marques internationales; Union internationale.

ARRANGEMENT DE NEUCHÂTEL POUR LA CONSERVATION OU LA RESTAURATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ATTEINTS PAR LA GUERRE MONDIALE. — Pays membres au 1^{er} janvier 1948, p. 2; au 1^{er} juillet 1948, p. 126. — *Ratifications ou adhésions.* — *Autriche*, p. 125. — *Belgique*, p. 42. — *Brésil*, p. 181. — *Ceylan*, p. 21. — *Danemark* (rectification), p. 3. — *Dominicaine* (Rép.), p. 161. — *Grèce*, p. 15, 161. — *Hongrie*, p. 21. — *Irlande*, p. 21. — *Italie*, p. 3. — *République Libanaise*, p. 3. — *Liechtenstein* (Princ. de —), p. 105. — *Luxembourg*, p. 3, 85. — *Palestine*, p. 3. — *Pays-Bas et colonies*, p. 21, 126. — *Pologne*, p. 3. — *Portugal*, p. 3. — *Syrie*, p. 85. — *Tanganyika* (Territoire de —), p. 3. — *Tanger* (Zone de —), p. 105. — *Trinidad et Tobago*, p. 3. — Application en Grèce, p. 15.

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — V. Congrès et assemblées.

ATOMES. — V. Énergie atomique.

AUSTRALIE. — V. Fédération australienne.

AUTRICHE. — Administration de la propriété industrielle, [ordonnances modificatives, p. 134, 145. — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 125. — Brevets, droit, restauration, p. 70; classes, fixation et répartition, p. 53. — Concurrence déloyale, restauration du droit, p. 70. — Délais, durée, ordonnances, p. 110. — Dessins ou modèles, loi et nouvelles dispositions, p. 7, 145, 163. — Marques, droit autrichien, restauration, loi, p. 43; loi codifiée, p. 46, 211; Enregistrement international, ordonnance, p. 127; classification des produits, formalités et taxes, p. 87, 89, 184. — « Pays conventionnel » pour les effets de la loi britannique sur les brevets et les dessins, p. 113. — Spécialités pharmaceutiques, ordonnances, p. 134, 217. — V. Guerre.

B

BELGIQUE. — Appellations d'origine, moutarde et produits analogues, p. 53; Chicorée et produits similaires; lait, réglementation, p. 154, 217. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 42. — *Jurisprudence. V. Table systématique.* — Lettre de — (Th. Braun), p. 36. — Marque touristique nationale, p. 89, 90. — Postes émetteurs et émetteurs-récepteurs privés, mesures concernant les brevets, p. 185. — Publications officielles, prix, p. 90. — V. Guerre.

BIBLIOGRAPHIE. — V. Table bibliographique.

BOISSONS ALCOOLIQUES. — V. Appellations d'origine; Produits divers.

BRAUN, JOSEPH. — Nécrologie, p. 179.

BRAUN, TH. — Lettre de Belgique, p. 36.

BRÉSIL. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 181. — *Jurisprudence. V. Table systématique.* — Propriété industrielle et taxes, dispositions modificatives, p. 72; Statistique pour 1946, p. 64. — V. Guerre.

BREVETS. — Les — de principe et la question des équivalents, étude, p. 31. — *Allemagne.* Dépôt de —, instructions, p. 183. — *Australie.* Règlement modificatif, p. 70. — *Autriche.* Classes, fixation et répartition, p. 53; Droit, restauration, p. 70. — *Belgique.* Postes émetteurs et émetteurs-récepteurs privés, p. 185. — *Bulgarie.* Nationalisation des entreprises, conséquences, p. 90, 137. — *Chine.* Loi, p. 47. — *Colombie.* Classification des produits, p. 73. — *Estonie, Lettonie et Lithuanie.* Droit en vigueur, p. 83. — *État d'Israël.* Ordonnance transitoire, p. 215. — *France.* Déchéance faute d'exploitation, études, p. 13, 220. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord.* Autriche et Union Sud-Africaine, qualité de pays conventionnel, attribution, p. 52, 113; Règlements modificatifs, p. 186. — *Nouvelle-Zélande.* Loi et règlement modificatif, p. 9, 27. — *Palestine.* Règlement, p. 29. — *Pologne.* Exploitation interrompue par la guerre, p. 124. — *Suisse.* Loi, revision, p. 62. — *Union Sud-Africaine.* Loi, p. 94. — V. Accord de la Haye; Accord de Londres; Administrations de la propriété industrielle; Brevets d'importation; Droit de priorité; Expositions; Guerre; Inventeurs; Modèles d'utilité; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.

BREVETS D'IMPORTATION. *Iraq.* Dispositions modificatives, p. 173.

BULGARIE. — Denrées alimentaires, etc., commerce, ordonnance, p. 73. — Lettre de — (S. Kolev), p. 137. — Propriété industrielle, naturalisation des entreprises, conséquences, p. 90.

BUREAU INTERNATIONAL. — V. Arrangement de la Haye; Arrangement de Madrid (marques).

BUREAU INTERNATIONAL DES BREVETS. — V. Accord de La Haye.

BÜREN, VON, B. — Etude sur la « dégénération » de la marque en un nom de produit, p. 98.

C

CALLMANN, R. — V. Table bibliographiques.

CANADA. — *Jurisprudence. V. Table systématique.* — V. Guerre.

CESSION. — V. Brevets; Marques.

CESSION PARTIELLE. — V. Marques.

CEYLAN. — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 21. — V. Guerre.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. — V. Congrès et assemblées.

CHINE. — Brevets, modèles d'utilité et dessins, loi, p. 47. — Marques, loi, p. 111.

CLASSIFICATION DES PRODUITS. — V. Marques.

COLOMBIE. — Brevets et dessins ou modèles, classification des produits, p. 73. — Propriété industrielle, mesures réglementaires, p. 8, 26. — Spécialités pharmaceutiques, etc., licences, p. 53.

COLONIES ESPAGNOLES. — Dispositions suédoises relatives au droit de priorité, application, p. 53. — Pays « conventionnel » aux termes de la loi britannique sur les brevets, p. 127; aux termes de la loi suédoise, p. 53.

COMITÉ INTERNATIONAL DES ÉCHANGES. — V. Congrès et assemblées.

COMPAGNIE DES INGÉNIEURS-CONSEILS FRANÇAIS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Étude sur la prolongation des brevets français n'ayant pu être exploités normalement durant la guerre, p. 220.

CONCURRENCE DÉLOYALE. — *Autriche.* Droit, restauration, p. 70. — *France.* Fruits et légumes et fromages, comités techniques, création, p. 8. — V. Fraudes (répression); Spécialités pharmaceutiques.

CONGO. — V. Taxes.

CONGRÈS ET ASSEMBLÉES. — Revue pour 1947, p. 10. — *Réunions internationales.* Chambre de commerce internationale, Commission pour la protection internationale de la propriété industrielle (Session du 3 juin 1948, à Paris), p. 116; A.I.P.P.I. Comité exécutif, réunion de Londres (3-7 octobre 1948), p. 158, 192, 221. — Comité international des échanges, troisième Congrès (Athènes, 24-29 octobre 1948), p. 222. — Cinquième Conférence inter-américaine d'avocats (Lima, 25 novembre-8 décembre 1947), p. 244.

CONTREFAÇON. — V. Marques.

CONVENTION D'UNION. — Pays unionistes au 1^{er} janvier 1948, p. 1. — V. Actes de La Haye; Actes de Londres; Union internationale.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. — Revue pour 1947, p. 10. — V. Accord de La Haye; Accord de Londres.

CONVENTIONS PARTICULIÈRES. — Revue pour 1947, p. 10. — *Argentine—France.* Accord commercial et financier (dispositions concernant la propriété industrielle), p. 75. — *Danemark—France.* Accord concernant la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la Guerre, p. 53. — *États-Unis—France.* Accord complémentaire concernant le même objet, p. 54. — *France—Italie.* Accord concernant

la propriété industrielle, p. 190; Accord relatif à la protection des appellations d'origine, p. 217.

CORRESPONDANCE. — V. Table des articles.

D

DANEMARK. — Arrangement de Neuchâtel, ratification (date modifiée), p. 3. — Bureau des brevets et des marques, nouveau directeur, p. 139. — V. Conventions particulières.

DÉCHÉANCE. — V. Brevets.

DÉFENSE NATIONALE. — V. Brevets; Guerre.

DELOUKAS, NICOLAS A. — V. Table bibliographique.

DÉLAIS. — V. Brevets; Dessins ou modèles; Marques; Propriété industrielle.

DENRÉES ALIMENTAIRES. — V. Appellations d'origine; produits divers.

DÉPÔT INTERNATIONAL DES DESSINS OU MODÈLES. — Exercice 1947, étude, p. 11. — V. Arrangement de La Haye.

DESSINS OU MODÈLES. — *Autriche*. Loi et nouvelles dispositions, p. 7, 145, 163. — *Bulgarie*. Nationalisation des entreprises, conséquences, p. 90. — *Chine*. Loi, p. 47. — *Colombie*. Classification des produits, p. 73. — *État d'Israël*. Ordonnance transitoire, p. 215. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*. Union Sud-Africaine et Autriche, qualité de pays conventionnel, attribution, p. 52, 113; Règlement modificatif, p. 186, — *Nouvelle-Zélande*. Loi modificative, p. 27. — *Union Sud-Africaine*. Loi, p. 94; règlement, p. 187. — V. Arrangement de La Haye; Conventions internationales; Dépôt international des —; Droit de priorité; Expositions; Guerre; Modèles d'utilité; Propriété industrielle; Statistique; Taxes.

DOMINICAINE (RÉP.). — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 161.

DOORMAN, G. — V. Table bibliographique.

DROIT DE PRIORITÉ. — *Colonies espagnoles*. Revendication du — en Suède, p. 53. — *Union Sud-Africaine*. Revendication du — en Suède, p. 53.

DROITS DE SAVANTS. — V. Propriété scientifique.

E

ÉCHANGES. — V. Comité international des —.

ÉGYPTE. — Fraudes et falsifications, décret modificatif, p. 173. — Produits divers, commerce, réglementation, p. 173.

ELTEN, H. — Lettre d'Allemagne, p. 55.

EMPIRE BRITANNIQUE. — V. Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES. — Exercice 1947, étude, p. 10. —

V. Arrangement de Madrid (marques); Marques internationales.

EQUIVALENTS. — V. Fernand Jacq.

ESPAGNE. — Propriété industrielle, loi modificative, p. 226. — V. Colonies espagnoles; Guerre.

ESTONIE. — Les brevets et les marques en —, p. 83.

ÉTAT D'ISRAËL. — Propriété industrielle, protection, p. 139; Ordonnance transitoire, p. 215.

ÉTATS DE SYRIE ET DU LIBAN. — V. Libanaise (République) et Syrie.

ÉTATS-UNIS. — Jurisprudence. V. Table systématique. — Lettre des — (Stephen P. Ladas), p. 118. — V. Conventions particulières; Guerre.

EXPLOITATION. — V. Brevets.

EXPOSITIONS. — Revue pour 1947, p. 12. — *France*. Liste des — tenues en 1948, p. 9, 27, 91, 185. — *Italie*. Liste des — tenues en 1948, p. 27, 53, 74, 113, 128, 147, 186. — *Pologne*. Liste des — tenues en 1948, p. 74, 187.

F

FÉDÉRATION AUSTRALIENNE. — Brevets, règlement modificatif, p. 70.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES INGÉNIEURS-CONSEILS. — Précisions supplémentaires, p. 179.

FERNAND-JACQ. — Étude sur les brevets de principe et la question des équivalents, p. 31. — Étude sur la « dégénération » d'une marque en nom de produit, p. 154. — Lettres de France, p. 79, 197.

FRANCE. — Accord de Londres, ratification, p. 113. — Appellations d'origine de divers vins, décrets, p. 31, 53, 75, 154, 217. — Brevets, déchéance faute d'exploitation, études, p. 13, 220. — Conserves alimentaires, Comité technique, p. 91. — Expositions en 1948, p. 9, 27, 91, 185. — Fromages, vente, réglementation, p. 164. — Fruits et légumes et fromages, Comités techniques, création, p. 8, 53, 154. — Jurisprudence. V. Table systématique. — Jus de fruits, exportation, réglementation, p. 75. — Label d'exportation, application aux choux-fleurs, salades, etc., p. 75, 154, 217. — Lettres de — (Fernand-Jacq), p. 79, 197. — Marque nationale de qualité, application aux fruits et légumes exportés, p. 53; à certaines noix, p. 75. — Nouvelle loi de finances, effets sur les inventeurs, p. 160. — Propriété industrielle, délais, loi, p. 147. — Propriété scientifique, proposition de loi, p. 40. — V. Conventions particulières; Guerre.

FRAUDES (RÉPRESSION). — *Égypte*. Décret modificatif, p. 173.

FROMAGES. — V. Appellations d'origine; Produits divers.

FRUITS ET LÉGUMES. — V. Appellations d'origine, produits divers.

FRUMKIN, M. — V. Table bibliographique.

G

GAMA CERQUEIRA, DE, J. — V. Table bibliographique.

GHIRON, MARIO. — V. Table bibliographique.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD. — Brevets et dessins, Autriche, Union Sud-Africaine et Colonies espagnoles, qualité de pays conventionnel, attribution, p. 52, 113, 127; règlements modificatifs, p. 186. — Jurisprudence. V. Table analytique. — Lettres de — (F. Honig), p. 155, 174. — Marques, loi, commentaire, p. 134. — V. Guerre.

GRÈCE. — Arrangement de Neuchâtel, ratification et application, p. 15, 161. — Jurisprudence. V. Table systématique. — Lettres de — (A. Kalliklis), p. 15; (P. Mamopoulos), p. 79. — V. Guerre.

GUERRE. — Mesures prises en raison de l'état de —, revue pour 1947, p. 10; pour 1948, p. 235. — *Autriche*, p. 66, 143, 205, 225. — *Belgique*, p. 22, 42, 86, 143. — *Brésil*, p. 3. — *Canada*, p. 66, 105. — *Ceylan*, p. 3. — *Espagne*, p. 22, 66. — *États-Unis*, p. 66, 143, 225. — *France*, p. 42, 67, 181, 182, 190, 220. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, p. 144, 162. — *Grèce*, p. 67, 144. — *Hongrie*, p. 22, 106, 205. — *Indes néerlandaises*, p. 68. — *Irlande*, p. 3. — *Islande*, p. 144, 225. — *Italie*, p. 126, 182, 190. — *Luxembourg*, p. 23, 126. — *Maroc (Zone française)*, p. 69. — *Norvège*, p. 5, 144. — *Nouvelle-Zélande*, p. 23, 24. — *Pays-Bas*, p. 5. — *Pologne*, p. 25. — *Salvador*, p. 6. — *Suède*, p. 42, 43, 69, 86, 144. — *Suisse*, p. 25, 43, 69, 108. — *Syrie*, p. 43. — *Tchécoslovaquie*, p. 86, 127, 145. — *Tunisie*, p. 108, 109. — V. Accord de Londres; Traités de paix.

H

Heiding, Sture. — V. Table bibliographique.

HONGRIE. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 21. — Dessins ou modèles, procédure, modification, p. 209. — V. Guerre.

HONIG, F. — Lettres de Grande-Bretagne, 155, 174.

I

IMITATION SERVILE. — V. Concurrence déloyale.

INDE. — Propriété industrielle, protection, p. 84.

INDES NÉERLANDAISES. — V. Guerre.

INDICATIONS DE PROVENANCE. — V. Appellations d'origine.

INVENTEURS. — *France*. Les — et la nouvelle loi de finances, p. 160. — *Italie*. Coopérative des —, création, p. 124. — V. Brevets.

INVENTIONS. — V. Brevets; Expositions.

IRAQ. — Entreprises industrielles, création, encouragement, lois modificatives, p. 173.

IRLANDE. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 21. — V. Guerre.

ISLANDE. — V. Guerre.

ISRAËL. — V. État d'Israël.

ITALIE. — Appellations d'origine, Arrangement de Madrid, adhésion? p. 104. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 3. — Expositions en 1948, p. 27, 53, 74, 113, 128, 147, 186. — Inventeurs, coopérative, création, p. 124. — **Jurisprudence**. V. Table systématique. — Marques, règlement, p. 164. — V. Conventions particulières; Guerre.

J

JATON LOUIS. — Nécrologie, p. 245.

JURISPRUDENCE. — Revue pour 1947, p. 12. — V. Table systématique.

K

KALLIKLIS, ARIS. — Lettre de Grèce, p. 15.

KOLEV, S. — Lettre de Bulgarie, p. 137.

L

LADAS, STEPHEN P. — Lettre des États-Unis, p. 118.

LA HAYE. — V. Arrangement de —.

LÉGISLATION. — Revue pour 1947, p. 11. — V. Liste des documents officiels.

LÉGISLATION DE GUERRE. — V. Guerre.

LETTONIE. — Les brevets et les marques en —, p. 83.

LIBANAISE (RÉPUBLIQUE). — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 3.

LIECHTENSTEIN (PRINCIPAUTÉ DE —). — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 105.

LITHUANIE. — Les brevets et les marques en —, p. 83.

LONDRES. — V. Accord de Londres; Actes de —.

LUXEMBOURG. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 3. — Marque nationale du miel, arrêté, p. 147. — Marques, appellation « Benelux », exclue de l'enregistrement, p. 204. — Publications officielles, tarif, p. 91. — V. Guerre.

M

MADRID. — V. Arrangement de — (fausses indications de provenance), Arrangement de — (marques).

MAMOPOULOS, P. — Lettre de Grèce, p. 79.

MANDATAIRES. — V. Agents de brevets.

MAROC (ZONE FRANÇAISE). — **Jurisprudence**.

V. Table systématique. — V. Guerre.

MARQUES. — « Dégénération » en un nom de produit, études, p. 98, 154. — *Allemagne*.

Dépôt des —, instructions, p. 182. —

Arabie Saoudite. Loi, p. 109. — *Argentine*.

Dépôt par mandataire et renouvellement,

décisions, p. 7; Règlements modificatifs,

p. 26. — *Autriche*. Droit, restauration, loi,

p. 43; loi codifiée, p. 46, 211; restauration

du droit, classification des produits, p. 87,

89. — *Belgique*. Marque touristique nationale,

p. 89, 90. — *Bulgarie*. Nationalisation

des entreprises, conséquences, p. 90. —

Chine. Loi, p. 144. — *Estonie, Lettonie et*

Lithuanie. Droit en vigueur, p. 83. — *État*

d'Israël. Ordonnance transitoire, p. 215.

— *France*. Marque nationale de qualité,

application aux fruits et légumes exportés,

p. 53. — *Grande-Bretagne*. Loi, commentaire,

p. 134. — *Italie*. Règlement,

p. 164. — *Luxembourg*. Appellation « Benelux »,

exclue de l'enregistrement, p. 204;

Miel, marque nationale, arrêté, p. 147. —

Nouvelle-Zélande. Loi modificative, p. 27.

— *Palestine*. Règlement, p. 29. — *Philippines*

(Iles). — Classification des produits,

p. 92. — *U. R. S. S. R.* Décrets, p. 29, 34;

règlement, p. 93. — *Uruguay*. Règlement

modificatif, p. 98. — *Union Sud-Africaine*.

Loi, p. 94; règlement, p. 228. — V. Ad-

ministrations de la propriété industrielle;

Droit de priorité; Expositions; Guerre;

Marques internationales; Propriété indus-

trielle; Spécialités pharmaceutiques; Sta-

tistique; Taxes.

MARQUES INTERNATIONALES. — *Autriche*. Or-

donnance, p. 127. — V. Arrangement de

Madrid (marques); Enregistrement inter-

national des marques; Guerre.

MARQUES NATIONALES. — V. Marques.

MARVAL, DE, A. — V. Table bibliographique.

MÉDECINES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

METZ, ARTHUR W. — V. Table bibliographique.

MODÈLES. — V. Dessins ou —.

MODÈLES D'UTILITÉ. — *Allemagne*. Dépôt de

—, instructions, p. 182. — *Chine*. Loi,

p. 47. — *Pologne*. — Exploitation inter-

rompue par la guerre, p. 124. — V. Ad-

ministrations de la propriété industrielle;

Guerre; Propriété industrielle; Statistique;

Taxes.

N

NEUCHÂTEL. — V. Arrangement de —.

NEUMAYER, F. — V. Table bibliographique.

NORVÈGE. — V. Guerre.

NOUVEAUTÉ. — V. Brevets.

NOUVELLE-ZÉLANDE. — Brevets, règlement modificatif, p. 9. — Brevets, dessins et marques, loi modificative, p. 27. — Traités de paix, exécution, p. 209. — V. Guerre.

O

OSTERTAG, FRITZ. — Nécrologie, p. 103.

P

PAIX. — V. Traités de paix.

PAKISTAN. — Propriété industrielle, protection, p. 84, 139.

PALESTINE. — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 3. — Brevets et marques, règlement, p. 29.

PAYS-BAS. — Actes de Londres, adhésion, p. 125. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 21, 126. — **Jurisprudence**.

V. Table systématique. — V. Guerre.

PELLEGRINO, CAMILLO. — Étude sur les traités de paix et la prolongation des droits de propriété industrielle, p. 116.

PÉROU. — Produits pharmaceutiques, réglementation, p. 173.

PHILIPPINES (ILES). — Marques, classification des produits, p. 92.

PLAISANT, MARCEL. — Étude sur le déchéance des brevets, en France, faute d'exploitation, p. 13.

POLOGNE. — Agents de brevets, règles, p. 92.

— Arrangement de Neuchâtel, ratification,

p. 3. — Brevets et modèles d'utilité, ex-

ploitation interrompue par la guerre, p.

124. — Expositions en 1948, p. 74, 187.

— Propriété industrielle, décret modifi-

catif, p. 128. — Spécialités pharmaceu-

tiques, enregistrement, p. 29. — V. Guerre.

PORTUGAL. — Arrangement de Neuchâtel,

ratification, p. 3. — **Jurisprudence**. V.

Table systématique.

PRIORITÉ. — V. Droit de —.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — V. Appellations d'origine; Produits divers; Spécialités pharmaceutiques.

PRODUITS DIVERS. — *Belgique*. Chicorée et produits similaires, réglementation, p. 154.

— *Bulgarie*. Denrées alimentaires, etc.,

commerce, ordonnance, p. 73. — *Colombie*.

Fabrication et vente, licences, octroi, p.

53. — *Égypte*. Commerce de —, régle-

mentation, p. 173. — *France*. Fruits,

légumes et fromages, etc., Comités tech-

niques, création; label d'exportation, ap-

plication, p. 8, 154; Fromages, vente, ré-

glementation, p. 164. — *Luxembourg*. Miel,

marque nationale, arrêté, p. 147. — *Suisse*.

Denrées alimentaires, etc., commerce, or-

donnances modificatives, p. 75, 148. —

V. Appellations d'origine; Spécialités phar-

maceutiques.

S

PRODUITS ÉTRANGERS. — V. Appellations d'origine; Spécialités pharmaceutiques.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Les droits de — et les traités de paix, étude, p. 116. — *Allemagne*. Bureaux des entrées, institution, p. 162, 163. — *Autriche*. Délais, durée, ordonnances, p. 110. — *Brésil*. Dispositions modificatives, p. 72. — *Bulgarie*. Nationalisation des entreprises, conséquences, p. 90, 137. — *Colombie*. Mesures réglementaires, p. 8, 26. — *Espagne*. Loi modificative, p. 226. — *État d'Israël*. De la protection de la —, p. 139. — *France*. Délais, loi, p. 147. — *Inde et Pakistan*. Droit applicable, p. 84, 139. — *Nouvelle-Zélande*. Loi modificative, p. 27. — *Pologne*. Décret modificatif, p. 128. — *Union Sud-Africaine*. Loi, p. 94. — V. Administrations de la —; Appellations d'origine; Arrangements de La Haye et de Madrid; Brevets; Concurrence déloyale; Congrès et assemblées; Convention d'Union; Conventions particulières; Dessins ou modèles; Droit de priorité; Expositions; Guerre; Marques; Modèles d'utilité; Nom commercial; Statistique; Taxes; Union internationale.

PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE. — *France*. Proposition de loi, p. 40.

PROTECTION TEMPORAIRE. — V. Expositions.

PROTOCOLES DE CLÔTURE DE NEUCHÂTEL. — V. Arrangement de —.

R

RADIATION. — V. Marques; Marques internationales.

REDLICH, W. — V. Table bibliographique.

REIMER, EDUARD. — V. Table bibliographique.

REMÈDES. — V. Spécialités pharmaceutiques.

RENOUVELLEMENT. — V. Marques.

RÉPUBLIQUE LIBANAISE. — V. Libanaise (République).

RESTAURATION. — V. Brevets; Taxes.

ROUMANIE. — Jurisprudence. V. Table systématique.

SALVADOR. — V. Guerre.

SAVANTS, DROITS DE. — V. Propriété scientifique.

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES. — V. Arrangement de Madrid (marques); Enregistrement international des marques; Marques internationales.

SERVICE DU DÉPÔT INTERNATIONAL DES DES-
SINS OU MODÈLES. — V. Arrangement de La Haye; Dépôt international des —.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES. — *Autriche*. Ordonnances, p. 134, 217. — *Colombie*. Licences, octroi, p. 53. — *Pérou*. Réglementation, p. 173. — *Pologne*. Enregistrement, ordonnance, p. 29.

SPIRITUEUX. — V. Appellations d'origine; Produits divers.

STATISTIQUE. — Propriété industrielle pour 1946, p. 13; pour 1947, p. 246-248. — *Allemagne*. Demandes déposées auprès des Bureaux des entrées, p. 224. — *Brésil*. Propriété industrielle en 1946, p. 64.

SUÈDE. — Droit de priorité. Dispositions relatives au —, application aux Colonies espagnoles et à l'Union Sud-Africaine, p. 53. — V. Guerre.

SUISSE. — Brevets, loi, revision, p. 62. — Denrées alimentaires, etc., ordonnances modificatives, p. 75, 148. — Jurisprudence. V. Table systématique. — V. Guerre.

SYRIE. — Arrangement de Neuchâtel, ratification, p. 85. — V. Guerre.

T

TANGANYIKA (TERRITOIRE DE —). — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 3.

TANGER (ZONE DE —). — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 105. — Nouveau Directeur du Bureau de la propriété industrielle, p. 224.

TAXES. — *Autriche*. Augmentation des — de brevets et de marques, p. 70, 87, 184. — *Brésil*. Modification des — en matière de propriété industrielle, p. 72. — *Congo*.

Brevets, dessins ou modèles et marques, augmentation, p. 146. — *Grèce*. Brevets et marques, p. 91. — *Italie*. Propriété industrielle, surlaxes —, p. 27. — *Pologne*. Propriété industrielle, décret modificatif, p. 128.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Jurisprudence. V. Table systématique. — V. Guerre.

TEUNISSEN, H. P. — V. Table bibliographique.

TRAITÉS DE PAIX. — Étude des — quant à la prolongation des droits de propriété industrielle, p. 116. — *Hongrie*. Mesures portant exécution des —, p. 206. — *Nouvelle-Zélande*. Mesures portant exécution des —, p. 209.

TRINIDAD ET TOBAGO. — Arrangement de Neuchâtel, adhésion, p. 3.

TUNISIE. — Appellations d'origine, vins, p. 53. — V. Guerre.

U

UNION INTERNATIONALE. — État au 1^{er} janvier 1948, p. 1, 2. — L' — en 1947, étude, p. 9. — V. Actes de Londres; Arrangements de La Haye et de Madrid; Arrangement de Neuchâtel; Convention d'Union; Statistique.

U. R. S. S. R. — Marques, décrets, p. 29, 31; Règlement, p. 93.

UNION SUD-AFRICAINE. — Dessins, règlement révisé, p. 187. — Marques, règlement révisé, p. 228. — Pays « conventionnel » aux termes de la loi britannique sur les brevets et les dessins, p. 52; aux termes de la loi suédoise, p. 53. — Propriété industrielle, loi, p. 94.

UNIONS RESTREINTES. — V. Arrangements de La Haye, de Madrid et de Neuchâtel.

URUGUAY. — Marques, règlement modificatif, p. 98.

V

VANDER HAEGHEN, ALFRED. — V. Table bibliographique.

VINS. — V. Appellations d'origine; Produits divers.

TABLE SYSTÉMATIQUE DE JURISPRUDENCE

A. Schéma.

I. Brevets

1. Formation du droit.

- a) Personnes habiles à demander un brevet, inventions d'employés, droit moral.
- b) Inventions brevetables ou non (nouveau, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).

2. Acquisition du droit.

- a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.
- b) Taxes de dépôt, mandataires.
- c) Protection aux expositions.

3. Étendue et conservation du droit.

- a) Interprétation des brevets.
- b) Obligation d'exploiter.
- c) Annuités.
- d) Prorogation.
- e) Restauration.
- f) Droit de possession personnelle, etc.

4. Mutation du droit.

- a) Cession.
- b) Licences.

5. Extinction du droit.

Annulation, expiration, etc.

6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

7. Droit international en matière de brevets.

- a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.
- b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.
- c) Traités bilatéraux.
- d) Mesures de guerre.

II. Modèles d'utilité

III. Dessins et modèles industriels

IV. Marques de fabrique ou de commerce

1. Acquisition du droit.

- a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.):

Marques individuelles.

Marques collectives.

c) Marques d'agents; licences d'emploi.

2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques.

a) Éléments constitutifs (agencement, emballage, bouteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).

b) Dénominations génériques ou de qualité.

c) Noms patronymiques et noms géographiques.

d) Emblèmes.

e) Marques libres (Freizeichen).

f) Traductions de marques enregistrées ou employées.

2 A. Produits pour lesquels une marque peut être enregistrée ou non.

3. Étendue et conservation du droit.

Effets de l'enregistrement. Obligation d'exploiter. Renouvellement.

4. Mutation du droit.

5. Extinction du droit.

a) Conflit entre deux marques.

b) Non usage et usucapion.

c) Abandon et tolérance.

6. Sanctions civiles et pénales.

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

7. Droit international en matière de marques.

a) Droit international commun. Indépendance des marques, etc.

b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

c) Traités bilatéraux.

d) Mesures de guerre.

V. Nom commercial

VI. Indications de provenance

VII. Concurrence déloyale

B. Espèces publiées dans *La Propriété industrielle* (année 1948) et classées d'après le schéma ci-dessus

I. BREVETS

Pages

1. Formation du droit

- a) Personnes habiles à déposer un brevet, inventions d'employés, droit moral.

Allemagne. Est dispensé de déposer une nouvelle demande l'opposant qui a fait rejeter une autre demande pour la même invention, la date de la demande rejetée étant attribuée à la sienne (Reichspatentamt, 1943) 58

France. N'est pas opposable à l'ancien employeur le brevet d'un ancien employé visant un dispositif dont l'étude entraînait dans les occupations professionnelles de l'employé (Cour de Paris, 1938). 76

Est copropriété indivise de l'employeur et de l'employé le brevet résultant d'une solution ingénieuse trouvée par l'employé, guidé par certains conseils de l'employeur (Cour de Rennes, 1934) 76

Est copropriété de l'employeur et de l'employé l'invention réalisée par un directeur technique de société utilisant les moyens mis à sa disposition par celle-ci (Cour de Lyon, 1944) 76

Grande-Bretagne. Subsiste même après la résiliation du contrat d'emploi l'engagement pris par un employé de communiquer toutes ses inventions à l'employeur à condition que les inventions aient été faites pendant la durée dudit contrat (Chancery Division, 1947) 156

b) Inventions brevetables ou non (nouveau, progrès technique, niveau de brevetabilité, produits chimiques, pharmaceutiques, horticoles, etc.).	
Allemagne. Est brevetable ce qui ne tombe pas sous le sens d'une personne au courant des développements antérieurs, qui est utile et probablement rentable, dès que l'agencement revendiqué est nouveau dans son ensemble (Reichspatentamt, 1940)	Pages 57
Est brevetable le procédé d'utilisation d'un produit, malgré que ce genre d'utilisation ait été indiqué déjà dans la description d'un brevet antérieur portant sur le procédé de fabrication (Reichspatentamt, 1940)	58
Peuvent faire l'objet d'un brevet de produit:	
— les fils et fibres artificielles dont la composition, les qualités et la forme spéciale constituent un progrès suffisamment établi par la revendication;	
— les fibres textiles artificielles en caséine caractérisées par des chiffres relatifs à l'épaisseur, la consistance et le retordement (Reichspatentamt, 1940)	57
Constitue seul une antériorité opposable à la demande le brevet allemand portant sur la même invention, et non pas le brevet étranger; en revanche, un exposé d'invention peut être pris en considération à titre d'imprimé rendu public (Reichspatentamt, 1943)	58
Constitue une antériorité opposable au brevet additionnel l'exposé d'invention français publié dans les six mois précédant la date de la demande de brevet additionnel à l'examen et concordant essentiellement avec le brevet principal allemand postérieurement publié (Reichspatentamt, 1941)	58
N'est pas destructive de la nouveauté l'expédition, par chemin de fer, dans un emballage ouvert, d'embranchages à une mine (Reichspatentamt, 1943)	57
Ne sont pas des antériorités fondées sur l'acte d'un tiers les imprimés où l'idée technique qui constitue l'objet de l'invention est décrite d'une manière non entièrement identique (Reichspatentamt, 1942)	57
France. Doivent être examinés dans leur ensemble, et non séparément, le texte et les dessins du brevet (Cour de cassation, 1941)	78
Est brevetable l'invention dont les divers éléments présentent une coordination intime et une réaction mutuelle déterminant un résultat nouveau (Cour de Paris, 1941)	78
Est brevetable la combinaison nouvelle de moyens connus aboutissant à un véritable produit industriel nouveau (Cour de Paris, 1946)	77
Le brevet couvrant une combinaison à trois éléments couvre une combinaison à deux éléments produisant un résultat industriel (Tribunal civil de la Seine, 1938)	78
Italie. Est valable un brevet de combinaison offrant un avantage, inconnu auparavant, par une nouveauté extrinsèque et intrinsèque (Tribunal de Milan, 1946)	61
Il y a invention de combinaison par une coordination ingénieuse et originale d'éléments connus entraînant un effet industriel nouveau (Rome, Cour de cassation, 1948)	203
Constitue une divulgation antérieure génératrice de nullité la connaissance suffisamment étendue et précise pour permettre l'exploitation de l'invention (Rome, Cour de cassation, 1948)	203

Suisse. Est brevetable un procédé relatif au corps humain (soin des ongles et des cheveux) qui présente le caractère d'une invention (Tribunal fédéral, 1946)	Pages 102
--	--------------

2. Acquisition du droit

a) Formalités, examen, modifications apportées au cours de la procédure de délivrance, communication des dossiers, etc.	
Allemagne. Les éléments inventifs révélés par le dessin seulement peuvent, dans certains cas simples, être pris en considération pour déterminer l'étendue du brevet (Reichspatentamt, 1942)	59
Est admissible la revendication principale se bornant à la pensée inventive à protéger, les détails étant réservés aux revendications accessoires (Reichspatentamt, 1941)	59
La procédure d'examen doit être poursuivie d'office même sur le recours mal fondé d'un opposant (Reichspatentamt, 1943)	56
Ne sera pas indiquée au défendeur la date d'une demande antérieure formant la base d'une opposition (Reichspatentamt, 1943)	59
b) Taxes de dépôt, mandataires.	
Néant.	
c) Protection aux expositions.	
Est entaché de divulgation le brevet bénéficiant d'un certificat tardif de garantie à une exposition, lorsque les tiers peuvent, par la seule vue de l'appareil, avoir révélation de l'objet de l'invention (Tribunal civil de la Seine, 1937)	78

3. Étendue et conservation du droit

a) Interprétation des brevets.	
France. Peut être protégé le brevet de principe dont les moyens techniques, envisagés comme fonctions, aboutissent à des résultats identiques ou analogues à ceux d'autres brevets (Les brevets de principe et la question des équivalents, étude de Fernand-Jacq, 1948)	31—35
b) Obligation d'exploiter.	
France. Le défaut d'exploitation d'un brevet dans le délai imparti par la loi du 5 juillet 1844 entraîne la déchéance, malgré l'article 5 de la Convention de La Haye (Chambre civile de la Cour de cassation, 1946, 1947; Cour de Dijon, 1947)	14, 15
c) Annuités.	
Néant.	
d) Prorogation.	
Grande-Bretagne. Peut être prorogée au delà de 5 ans la validité d'un brevet pour la transplantation des arbres, non exceptionnellement ingénieux, mais épargnant le temps et la peine dans les travaux agricoles (Chancery Division, 1947)	156
e) Restauration.	
Néant.	
f) Droit de possession personnelle.	
Néant.	

4. Mutation du droit

a) Cession.

Grande-Bretagne. Le cessionnaire britannique d'un brevet non encore délivré à l'ouverture des hostilités ne peut se substituer au cédant devenu ennemi et frappé par la loi de l'interdiction due à la guerre (Patents Appeals Tribunal, 1947) 156

b) Licences.

Allemagne. La licence obligatoire ne peut pas consister en un droit *exclusif* d'exploitation (Reichspatentamt, 1941) 59

Canada. Le licencié a qualité pour intenter une action en violation du brevet (Privy Council, 1947) 156

Italie. Est automatiquement résilié le contrat concernant un brevet non valable ayant fait l'objet d'une licence (Tribunal de Milan, 1946) 61

5. Extinction du droit

Annulation, expiration, etc.

France. Le délai de prescription de l'action en contrefaçon, de trois ans, n'est pas suspendu par les diverses ordonnances nées de la législation de guerre (Tribunal civil de la Seine, 1947) 79

Est seul destructif de nouveauté le brevet antérieur présentant tous les éléments revendiqués (Cour de Paris, 1942) 78

Est entaché de divulgation le brevet bénéficiant d'un certificat tardif de garantie à une exposition, lorsque les tiers peuvent, par la seule vue de l'appareil, avoir révélation de l'objet de l'invention (Tribunal civil de la Seine, 1937) 78

6. Sanctions civiles et pénales

Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.

Allemagne. Seul le déposant a qualité pour intervenir dans la procédure en réintégration dans l'état antérieur (Reichspatentamt, 1943) 60

Peuvent être reprises d'office les suspensions de procédure en annulation ordonnées d'office (Reichspatentamt, 1944) 61

Belgique. Les dommages-intérêts par suite de contrefaçon doivent tenir compte du préjudice commercial, du trouble apporté dans les affaires du breveté, de la suspicion jetée sur les brevets et des frais pour faire valoir les droits (Cour de Bruxelles, 1947) 38

France. Est irrecevable l'action en nullité de brevet lorsqu'une transaction antérieure reconnaît la validité du brevet en cause (Tribunal civil d'Orléans, 1938) 78

N'a pas qualité pour poursuivre en contrefaçon le licencié, même autorisé par le breveté (Cour de Paris, 1939) 77

Le désistement du poursuivant ne met pas obstacle aux dommages-intérêts pour poursuite téméraire (Tribunal correctionnel d'Orange, 1939) 77

On ne peut faire état d'attestations d'antériorités que si elles sont appuyées par des factures et des documents ayant une date certaine (Cour de Paris, 1937) 77

Doit être transmis d'office à la direction de la propriété industrielle, aux fins de publication, un brevet d'invention déclaré partiellement nul (Tribunal civil de la Seine, 1944) 77

Est passible de dommages-intérêts le demandeur débouté ayant agi avec légèreté et imprudence (Tribunal civil de la Seine, 1939) 78

Est passible de dommages-intérêts reconventionnels le breveté qui a agi témérairement en exerçant une poursuite (Cour de cassation 1941) 78

Est astreint à des dommages-intérêts le breveté ne pouvant ignorer le défaut de valeur de son brevet, qui agit dolosivement en pratiquant une saisie-contrefaçon connue de la clientèle (Tribunal civil de la Seine, 1939) 77

Le préjudice à charge du contrefacteur est fonction du bénéfice réalisé par le contrefacteur, du manque à gagner, des faux-frais et tracasseries infligés à l'inventeur (Cour de Poitiers, 1938) 78

Le préjudice résultant d'une poursuite téméraire est fonction des frais spéciaux dus à l'intervention d'avocats et d'ingénieurs spécialistes pour la sauvegarde des droits (Tribunal correctionnel d'Orange, 1939) 78

Les tribunaux ne prononçant que sur la valeur des brevets soumis à leur examen, les parties doivent arrêter leur attitude, après jugement, en conformité de la loi (Tribunal civil de la Seine, 1938) 77

Le cumul de protection comme modèle et comme invention est admis (cas des jouets articulés suisses « Wakouwa ») (Cour de Chambéry, 1948; Tribunal de Bourg-en-Bresse, 1948) 202

7. Droit international en matière de brevets

a) Droit international commun. Indépendance des brevets, etc.

Allemagne. Les pièces déposées à l'appui de la revendication de la priorité unioniste ne sont examinées que si l'objet de la demande étraugère est décisif quant à la délivrance du brevet allemand (Reichspatentamt, 1943) 59

b) Droit international conventionnel. Assimilation aux nationaux, droit de priorité, priorités multiples.

Belgique. Un brevet américain ne peut constituer une antériorité opposable à un brevet belge qu'à partir de la date de son octroi, et non à partir de la date de la demande (Cour de Bruxelles, 1947) 38

France. Les brevets demandés dans les différents pays de l'Union sont indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays (Cour de cassation, 1946) 79

c) Traités bilatéraux.

Néant.

d) Mesures de guerre.

Allemagne. Sont étendues aux étrangers, mais seulement en cas de réciprocité, les facultés accordées par les ordonnances de guerre aux déposants et aux titulaires de droits de propriété industrielle (Reichspatentamt, 1943) 60

II. MODÈLES D'UTILITÉ

Allemagne. A seule droit à la protection à titre de modèle d'utilité une configuration, c'est à dire un objet corporel; la demande doit donc fournir des indications au sujet de l'agencement des éléments de construction (Reichspatentamt, 1944) 60

III. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

<i>France.</i> Le juge n'est astreint à aucun mode légal de preuve (Cour de cassation, 1937)	Pages 202
L'exception d'incompétence <i>ratione loci</i> basée sur le traité franco-suisse du 15 juin 1869 n'est pas valable en cas d'imputation de délit dont la répression est territoriale (Cour de Lyon, 1942)	202
Est applicable la loi de 1793—1902 à la contrefaçon manifeste d'un modèle de service à thé en porcelaine, malgré l'absence de dépôt régulièrement publié (Cour de Paris, 1939)	202
Constituent une œuvre personnelle non pas des pavés de verre de formes géométriques connues, mais bien des pavés de forme irrégulière, dont l'assemblage crée un effet décoratif nouveau (Cour de Douai, 1938)	202
N'a pas droit à la protection en tant que modèle un genre de tissu de peau traité par un procédé nouveau, mais non couvert par un brevet. L'action en concurrence déloyale ne peut pas d'avantage être admise, car celle doit être fondée sur la violation d'un droit, inexistant en l'espèce (Cour de Lyon, 1944)	202
Peut ne pas être restitué l'outillage de modèles de bouchon exécuté par une entreprise façonnrière sur la base de simples indications du co-contractant (Tribunal de commerce de la Seine, 1941)	202
Le cumul de protection comme modèle et comme invention est admis (cas des jouets articulés suisses <i>Wakouwa</i> (Cour de Chambéry, 1948; Tribunal de Bourg-en-Bresse, 1948)	202

IV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

1. Acquisition du droit

a) Acquisition par l'usage (marques non enregistrées).

<i>Italie.</i> La marque appartient au premier usager; celui-ci peut demander l'annulation de sa marque enregistrée au nom d'un tiers, ou continuer à l'utiliser, nonobstant l'enregistrement (Milan, Cour d'appel, 1947)	137
Il peut être interdit à l'usager antérieur de bonne foi d'utiliser sa marque dans les régions italiennes où elle n'avait pas pénétré au moment de son enregistrement par un tiers (Milan, Cour d'appel, 1947)	178

b) Acquisition par dépôt et enregistrement (formalités, etc.).

Marques individuelles

Néant.

Marques collectives

Néant.

c) Marques d'agents, licences d'emploi.

<i>Suisse.</i> L'emploi par le licencié équivaut à l'emploi par le donneur de licence; la priorité d'usage appartient à ce dernier (Tribunal fédéral, 1946)	102
---	-----

2. Signes qui peuvent ou non être employés comme marques

a) Éléments constitutifs (agencement, emballage, bouteilles, forme du récipient, forme du produit, couleurs, lettres et chiffres, etc.).

<i>États-Unis.</i> Peut être protégée la marque consistant en un tampon rouge circulaire enfoncé dans le centre d'un talon (Cour suprême, 1906)	120
---	-----

Ne peut être protégée comme marque une étroite ligne rouge apposée sur un ou plusieurs rebords du récipient contenant des engins de pêche (Cour d'appel, 1942)	120
Peut être enregistrée comme marque la combinaison <i>D-11</i> pour un révélateur (Commissaire des brevets, 1942)	120
Ne peut pas être enregistrée la marque <i>Texas centennial</i> pour une variété brevetée de roses (Court of Customs and Patent appeals, 1942)	120
Peut être enregistré comme marque le chiffre « 5897 » pour graine de semence (Commissaire des brevets, 1943)	120
Ne peuvent être protégées les marques <i>Inch Marked</i> pour tuyaux et <i>Preshrunk</i> pour bonneterie (Patent Office, 1945)	122
<i>France.</i> En cas d'utilisation d'anciens récipients marqués, des étiquettes doivent être apposées en relation avec le nouveau produit, de manière à éviter toute confusion (Tribunal civil de Lyon, 1942)	199
<i>Italie.</i> <i>Coca-Cola</i> est une appellation de fantaisie dont l'imitation même partielle — <i>Coca</i> — est une contrefaçon (Rome, Cour de cassation, 1947)	159
<i>Luxembourg.</i> <i>Benelux</i> ne peut être enregistré en tant que marque de fabrique (Ministère des affaires économiques, 1948)	204
<i>Suisse.</i> La marque de cigarettes <i>La Française</i> ne peut être utilisée par des tiers non autorisés par le « Service d'exploitation industrielle des tabacs » du Ministère des finances à Paris, titulaire de ladite marque (Tribunal fédéral, 1947)	16

b) Dénominations génériques ou de qualité.

<i>États-Unis.</i> La marque <i>Mouse Seed</i> pour un produit destiné à exterminer les rongeurs est protégeable (1934)	119
La marque <i>Specs</i> est une abréviation courante de <i>spectacles</i> et constitue une description imagée du produit (Cour d'appel, 1942)	119
<i>Italie.</i> Est valable un mot utilisé pour distinguer des produits autres que ceux qu'il désigne dans le langage commun (<i>Millefiori</i> pour savon) (Milan, Cour d'appel, 1947)	137
<i>Suisse.</i> Le mot <i>Alpina</i> n'est pas une désignation générique; c'est un signe faible, susceptible, dans certains cas, de transformation en un signe original (Tribunal fédéral, 1947)	137

c) Noms patronymiques et noms géographiques.

<i>France.</i> L'homonyme exerçant personnellement un commerce ne peut se voir interdire l'emploi de son nom, mais doit tolérer qu'il soit réglementé pour éviter des confusions entre les deux homonymes (Chambre des requêtes, 1944)	198
On ne peut faire droit à l'opposition du titulaire d'un nom, utilisé dans une industrie différente (Cour de Paris, 1941, 1942)	201
Le nom seul de <i>Pernod</i> ne constitue pas un droit de propriété exclusive des Établissements Pernod (Cour de cassation, 1942)	198
<i>Grèce.</i> Peut être déposé à titre de marque le nom du déposant, personne physique ou morale (société en nom collectif, société en commandite, société anonyme, mais non les sociétés à participation dont l'existence ne se révèle pas aux tiers) (Tribunal des marques, 1947)	80

<i>Maroc.</i> Celui qui utilise son propre nom comme marque doit en faire usage de manière à empêcher toute confusion avec une marque connue sous le même nom (Rabat, Cour d'appel, 1947)	Pages 178
d) <i>Emblèmes.</i>	
Néant.	
e) <i>Marques libres (Freizeichen).</i>	
Néant.	
f) <i>Traductions de marques enregistrées ou employées.</i>	
Néant.	
2a. Produits pour lesquels une marque peut être enregistrée ou non	
Néant.	
3. Étendue et conservation du droit	
Effets de l'enregistrement. Obligation d'exploiter. Renouvellement.	
<i>États-Unis.</i> Ne peuvent être mis en vente avec la marque originale des produits réparés ou reconditionnés que s'ils sont munis d'une mention apparente, attestant l'origine de la réparation et de la reconstruction (District Court du Michigan, 1936; Sixth Circuit Court, 1942; Second Circuit Court, 1946)	123
<i>France.</i> Le dépôt d'une marque fait antérieurement à tout usage est opposable à un usage antérieur n'allant pas au delà de la date du dépôt (Cour de cassation, 1938)	198
Le dépôt bénéficie de la protection pour tout ce qui s'y trouve revendiqué, sans obligation, pour conserver le droit exclusif, d'exploiter tous les produits revendiqués (Tribunal civil de la Seine, 1948)	200
<i>Maroc.</i> La protection d'une marque de fabrique joue à l'encontre de tous procédés d'usurpation, par exemple sous forme d'enseigne (Cour de Rabat, 1930)	223
<i>Pays-Bas.</i> Les tiers ne peuvent pas contester la validité d'une marque enregistrée d'abord internationalement et transmise, ensuite, à l'État néerlandais, en vertu des mesures relatives aux biens ennemis (Cour d'appel de La Haye, 1946)	16
<i>Suisse.</i> L'usage d'une marque par le licencié peut être assimilé à son emploi par le titulaire de la marque, sauf risque de tromperie pour le public (Tribunal fédéral, 1947)	16
4. Mutation du droit	
<i>France.</i> Incessible en principe, le nom patronymique, employé à titre de nom commercial pour désigner un produit de l'invention du titulaire du nom, peut être cédé. Il est, dans ce cas, assimilé à une marque (Tribunal de commerce de la Seine, 1940)	201
5. Extinction du droit	
a) <i>Conflit entre deux marques.</i>	
<i>Belgique.</i> Même déposé, l'emblème d'une œuvre de défense contre la tuberculose consistant dans une croix de Lorraine rouge ne peut pas constituer un monopole (Bruxelles, Tribunal de commerce, 1947)	37, 39
<i>Brésil.</i> La marque <i>Vida</i> , pour une revue, n'est pas protégeable, attendu que la marque <i>Life</i> , non enregistrée, mais bien connue, doit avoir le préséance (Rio de Janeiro, Cour d'appel, 1943)	81
<i>Canada.</i> Les marques <i>Frigidaire</i> et <i>Frozenaire</i> ne prêtent pas à confusion (Ottawa, Cour de l'Échiquier, 1947)	101
<i>États-Unis.</i> Il y a « marchandises de même nature » lorsque l'emploi d'une marque identique pour les produits de deux maisons induit l'acheteur à penser qu'ils ont la même origine (Court of Customs and Patent Appeals)	121
Les marques <i>Lilliputian Bazaar</i> et <i>Miller's Lilliputian Shoppe</i> ne peuvent se confondre (Cour d'appel, 1948)	119
Ne peuvent être protégées les marques <i>Rolls-Royce</i> pour appareils de T. S. F., <i>Dunhill</i> pour chemises, <i>Yale</i> pour éclaircs au magnésium, <i>Tiffany</i> pour cinéma (Décisions diverses)	121
Peut être protégée la marque <i>Sunkist</i> pour produits de boulangerie, malgré l'existence de la même marque pour fruits et légumes (7 th Circuit Court of appeals, 1947)	121
Sont susceptibles de créer une confusion : <i>Alutropin</i> — <i>Alutotim</i> , pour produits médicaux; <i>Bonnie Lassie</i> — <i>Hoot Lass' Bonnie</i> , pour vêtements; <i>Celdura</i> — <i>Cordura</i> , pour produits en cellulose; <i>Clarifoil</i> — <i>Clar-apel</i> , pour matériel d'emballage transparent; <i>Coca-Cola</i> — <i>Cleo-Cola</i> , <i>Polo-Cola</i> , <i>Rock Spring Cola</i> , pour boissons non alcooliques; <i>Crime Confessions</i> — <i>True Confessions</i> , pour revues; <i>Desozyn</i> — <i>Desynon</i> , pour produits pharmaceutiques; <i>Dubonnet</i> — <i>Debonnair</i> , pour boissons alcooliques; <i>Intromin</i> — <i>Cylamin</i> , pour préparations acidulées; <i>Life-Cap</i> — <i>Vitacap</i> , pour pneus; <i>Season Skipper</i> — <i>Desmond's Seasonaire</i> , pour vêtements; <i>Sportmaster</i> — <i>Sporster</i> , pour chemises (Décisions diverses, 1934—1948)	121
<i>France.</i> Présente un caractère suffisamment distinctif une dénomination permettant de distinguer les produits auxquels elle se rapporte, et qui ne constitue pas un terme nécessaire (Tribunal civil de la Seine; 1938; Cour de Paris, 1903, 1921, 1932, 1944; Cour de Rouen, 1933; Cassation civile, 1936; Cour de cassation, 1944)	197, 199
Constitue une imitation frauduleuse la marque <i>Orellys</i> eu égard à la marque <i>Oriellys</i> (Tribunal civil de Lyon, 1944)	199
Ne peut être employée la marque <i>Dentifrice Vichy des Révérends Pères Célestins</i> en raison de la marque <i>Célestins</i> appartenant à la Compagnie fermière de Vichy (Cour de cassation, 1942)	198
Est interdit à une fabrique de confiserie l'emploi de l'emblème ou de la dénomination <i>Le Pierrot</i> , à la requête de la Société <i>Le Pierrot gourmand</i> (Tribunal civil de Marseille, 1939)	198
Ne peut s'opposer à l'usage d'une marque française <i>Sofit</i> une société étrangère dont le nom commercial présente une certaine similitude avec cette marque si ce nom n'était pas notoirement connu au moment du lancement de la marque (Tribunal civil de Lille, 1939)	198
Constituent des contrefaçons de la marque <i>Sanka</i> les mentions <i>Solka</i> , <i>Sineka</i> , <i>Deka</i> , <i>Noka</i> (Cour de Paris, 1946)	199
Constitue une imitation frauduleuse de marque et un acte de concurrence déloyale l'emploi de <i>Potaggi</i> , eu égard à <i>Potages Maggi</i> (Tribunal civil de la Seine, 1943)	199

<i>Sirop Rami et Sirop Ramey</i> , qui n'ont pas la même composition et dont la présentation diffère nettement, ne prêtent pas à confusion (Cour de Rouen, 1947)	Pages 200
Consistent une imitation de <i>Smeldur</i> les marques <i>Smelflex</i> , <i>Rudsemelle</i> , <i>Smelco</i> (Cour de Paris, 1948; Tribunal civil de Troyes, 1920; Tribunal civil de la Seine, 1929)	200
Constituent des imitations de la marque <i>Lux</i> les marques <i>Luxolive</i> , <i>Solux</i> , <i>Savon Lux</i> , <i>Flux</i> (Tribunal civil de Marseille, 1937; Cour de Paris, 1924; Tribunal civil de la Seine, 1926, 1927, 1928; Cour de Paris, 1930)	200
<i>Nulomoline</i> , pour sirop au sucre de canne, et <i>Molléine</i> , pour produits de confiserie et pâtisserie, ne sauraient être confondues (Tribunal civil de la Seine, 1948)	200
Il y a confusion entre <i>Thermor</i> et <i>Therma</i> ; <i>Provendéine</i> et <i>Provendunic</i> ; <i>Ozonor</i> et <i>Ozonair</i> ; <i>Sonotone</i> et <i>Sonophone</i> , ces radicaux communs étant utilisés antérieurement (Cour d'Orléans, 1929, Cour de Rouen, 1931, Cour de Paris, 1931)	200
<i>Grande-Bretagne</i> . N'est pas susceptible de créer une confusion l'utilisation du mot <i>Eastex</i> pour désigner un produit ouvré et du mot <i>Lastex</i> pour la matière brute servant à sa fabrication (Chancery Division, 1947)	156
Ne peuvent être confondues les marques <i>Diasil</i> pour préparations à base de sulfate et <i>Alasil</i> pour substances chimiques (Court of Appeals, 1947)	156
La confusion entre deux marques, à l'étranger, pour des produits exportés n'est déterminante que si elle existe également en Grande-Bretagne (Assistant-Comptroller, 1947)	157
Ne peut être enregistrée la marque <i>Plyophen</i> à cause des antériorités <i>Pliobond</i> , <i>Pliowax</i> , <i>Pliolite</i> etc. contenant la racine <i>Plio</i> (Assistant-Comptroller, 1947)	157
<i>Grèce</i> . La marque <i>Fleming</i> pour produits pharmaceutiques n'est pas protégeable car c'est là le nom de l'inventeur de la pénicilline (Tribunal des marques, 1947)	80
— La marque <i>Vitadol</i> n'est pas protégeable, par rapport à la marque <i>Vitadone</i> ;	
— La marque <i>Lacton</i> n'est pas protégeable, par rapport à la marque <i>Lacteol</i> ;	
— Une terminaison commune constitue une imitation (<i>Elvea</i> — <i>Nivea</i>) (Tribunal des marques, 1945)	80
— Il n'y a pas d'imitation entre <i>Fly-Hooth</i> et <i>Fly-Tox</i> (Tribunal des marques, 1943)	80
<i>Italie</i> . Ne peut être protégée la marque <i>Neobetic</i> par rapport à <i>Paubetic</i> (Milan, Cour d'appel, 1947)	222
<i>Maroc</i> . Il y a violation du droit à la marque lorsque l'élément caractéristique et dominant de la marque authentique a été imité ou reproduit (Cour de Rabat, 1932, 1937)	223
Le degré de discernement du consommateur indigène au regard de la marque s'apprécie différemment selon le genre de produits (Tribunal de Casablanca, 1935, 1937)	223
<i>Pays-Bas</i> . La marque <i>Agrocide</i> ne peut être enregistrée : elle concorde, dans ses éléments essentiels, avec la marque internationale <i>Arsocid</i> (Cour d'appel de La Haye, 1946)	16
<i>Portugal</i> . Constitue une antériorité opposable à la marque <i>Tango</i> pour papiers à cigarettes la même marque internationale pour cigares (Tribunal civil de Lisbonne, 1947)	Pages 61
Ne peut être enregistrée la marque <i>Souval</i> , par rapport à la marque <i>Sollal</i> (Tribunal de Lisbonne, 1947)	178
<i>Suisse</i> . Sont susceptibles de confusion les marques <i>Alpina</i> et <i>Alps</i> , pour montres (Tribunal fédéral, 1947)	138
<i>Tchécoslovaquie</i> . Le critère de la ressemblance entre deux marques réside dans la possibilité d'erreur chez le consommateur moyen (Prague, Ministère du commerce intérieur, 1948)	160
L'examen de la ressemblance entre des marques doit être rigoureux en cas de marchandises d'un usage courant (Prague, Ministère du commerce intérieur, 1948)	203
b) Non usage et usucapion.	
<i>Belgique</i> . Le mot <i>Tobralco</i> n'est pas tombé dans le domaine public (Divers jugements)	38
<i>États-Unis</i> . Peuvent être inscrites au registre principal les marques ayant acquis une signification secondaire (application de la loi Lanham) (2 ^e Cour d'appel, 1941)	120
La marque <i>Royal</i> pour coutellerie et orfèvrerie n'a pas acquis une signification secondaire, parce qu'elle a été employée par d'autres personnes (Tribunal de district New-York, 1945)	120
<i>Suisse</i> . Le fait de tolérer qu'un tiers porte atteinte à la marque n'équivaut pas nécessairement à une renonciation (Tribunal fédéral, 1947)	16
Dégénération de la marque en un nom de produit (Études de jurisprudence, B. von Büren et Fernand-Jacq)	98 à 101, 154 à 155
c) Abandon et tolérance.	
<i>États-Unis</i> . Ne constitue pas un abandon le défaut d'emploi de la marque par suite d'une interdiction de fabrication à cause des mesures de guerre (Commissaire des brevets, 1946)	122
Le propriétaire de la marque <i>White House</i> pour thé et café ne peut faire interdire l'emploi de cette même marque pour du lait en conserve après l'avoir toléré pendant 16 ans (Second Circuit Court of Appeals, 1943)	122
<i>France</i> . La marque <i>Tichet</i> , déposée depuis 1872, n'est pas devenue générique; elle conserve son caractère de marque à droit privatif pour couteaux (Tribunal civil de Chaumont, 1947)	200
<i>Suisse</i> . L'inaction du titulaire d'une marque à l'égard d'un usurpateur ou d'un imitateur n'entraîne ni la perte du droit, ni, par conséquent — en principe — celle des actions inhérentes au droit (Tribunal fédéral, 1947)	138
6. Sanctions civiles et pénales	
Contrefaçon, procédure, capacité d'agir en justice, confiscation, saisie, etc.	
<i>Belgique</i> . Ne tombe pas sous la sanction pénale frappant la contrefaçon, l'imitation d'une marque ne portant atteinte qu'aux droits de son propriétaire sans nuire à l'intérêt public (Cour de cassation, 1946)	37
<i>Grèce</i> . Est contraire à la bonne foi l'enregistrement d'une marque déposée à l'étranger et connue en Grèce (Tribunal des marques, 1940)	80

La protection spéciale accordée par la loi sur les marques exclut celle fondée sur la loi sur la concurrence déloyale (Cassation, 1939)	204
Les délais de recours commencent à courir de la date où le numéro du <i>Bulletin</i> de la propriété industrielle concernant la décision attaquée a été effectivement mis en circulation, nonobstant la date antérieure imprimée (Tribunal des marques, 1946)	81
Maroc. Ne peuvent arguer de leur bonne foi les représentants de fabrique ou de commerce et les revendeurs qui connaissaient les marques appartenant à autrui; ils sont solidaires avec l'auteur principal de la contrefaçon, le fabricant ou l'importateur (Tribunal de Casablanca, 1934, 1935; Cour de Rabat, 1937)	223
Roumanie. L'usurpation du nom commercial employé comme marque tombe sous le coup de la loi protégeant les marques (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	223
Une enseigne identique à une marque constitue une contrefaçon de marque (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	224
Suisse. Toute personne justifiant d'un intérêt juridique a qualité pour s'opposer à la protection d'une marque admise à l'enregistrement (Tribunal fédéral, 1947)	17
Le titulaire d'une marque, atteint dans ses droits, peut invoquer la loi sur la concurrence déloyale concurremment avec la loi sur les marques de fabrique (Tribunal fédéral, 1947)	19
7. Droit international en matière de marques	
a) Droit international commun. Indépendance des marques, etc.	
États-Unis. Une marque qui constituerait une contrefaçon aux États-Unis peut y être apposée sur des produits destinés à des pays où elle appartient légitimement à l'exportateur (2 nd Circuit Court of Appeals, 1944)	122
Italie. La perte du droit par abandon peut être prononcée à l'égard d'une marque inscrite au Registre international aux termes de l'Arrangement de Madrid (Milan, Cour d'appel, 1947)	101
b) Droit international conventionnel. Convention d'Union de Paris (assimilation aux nationaux, droit de priorité et droit de possession personnelle, protection telle quelle). Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.	
Grèce. Une société étrangère fabriquant un produit en Grèce peut déposer la marque y afférente au titre Grec (Tribunal des marques, 1940)	80
Pays-Bas. Une fois acceptée à la protection dans un pays contractant, une marque internationale peut y être traitée comme une marque nationale (Cour d'appel de La Haye, 1946)	16
Roumanie. L'article 11 (prévoyant le principe de la réciprocité) de la loi roumaine sur les marques de fabrique n'a pas d'application à l'égard de l'Arrangement de Madrid (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	224
Suisse. Une marque autrichienne enregistrée en Autriche en 1926, internationalement en 1927, ne peut être utilisée en Suisse par le sous-licencié dont le contrat de sous-licence a été résilié (Tribunal fédéral, 1946)	102
c) Traités bilatéraux.	
Néant.	
d) Mesures de guerre.	
Néant.	

V. NOM COMMERCIAL

États-Unis. L'emploi du même nom dans des marchés séparés et entièrement différents ne peut être interdit que sur la preuve du dessein de nuire (Third Circuit Court of Appeals, 1943)	123
Ne peut être employé le nom <i>University Warehouse Inc.</i> à cause de l'antériorité constituée par <i>University Transfer Company</i> (Cour suprême, Washington, 1943)	123
France. A défaut de dispositions spéciales, le nom commercial suit, en cas de cession, le fonds de commerce (Cour de cassation, 1947; Cassation civile, 1939)	200
Ne peut s'opposer à l'usage d'une marque française <i>Sofil</i> la société étrangère dont le nom commercial présente une certaine similitude avec cette marque, si ce nom n'était pas notoirement connu au moment du lancement de la marque (Tribunal civil de Lille, 1939)	198
Une société peut introduire un nom patronymique (<i>Pernot</i>) de l'un de ses associés dans sa raison de commerce (Cour de Dijon, 1933)	198
Un dépôt tardif ne donne pas droit à l'emploi de <i>Caves du Bon Marché</i> eu égard à <i>Magasins du Bon Marché</i> (Tribunal civil de la Seine, 1940)	198
Grande-Bretagne. Les sanctions pénales ensuite de rupture d'engagement pris devant le tribunal de ne pas utiliser le nom commercial d'un tiers, ne sont applicables que si aucun doute quelconque ne résulte de ladite rupture (Chancery Division, 1947)	158
Est admissible l'utilisation du nom <i>Uncle Mac</i> pour farines, nonobstant <i>Uncle Mac</i> désignant l'auteur d'émissions radiophoniques (Chancery Division, 1947)	158
Roumanie. L'inscription du nom commercial au Registre du commerce a un caractère attributif de propriété régionalement limité et relatif (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	223
Les sujets tchécoslovaques peuvent poursuivre, conformément à la loi roumaine, les atteintes à leur nom commercial en Roumanie par application de la Convention de Paris (art. 2 et 8) (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	223
Tchécoslovaquie. Est illicite l'emploi de la partie du nom commercial d'autrui à caractère générique, mais devenue avec le temps un élément distinctif de ce nom, ayant acquis auprès de la clientèle une signification particulière (Prague, Cour suprême, 1947)	83

VI. INDICATIONS DE PROVENANCE

Belgique. Ne constitue pas un acte contraire aux usages honnêtes l'emploi de l'expression <i>Cidre champagnisé</i> , (Tribunal de commerce, 1942)	38
Grande-Bretagne. Ne peut être enregistrée la marque dont l'emploi risque de créer une confusion quant au pays d'origine des produits qu'elle couvre (Assistant-Comptroller, 1946)	157
Suisse. Les mots <i>France</i> ou <i>français</i> ajoutés aux mots « cigarettes » ou « tabacs » sont propriété exclusive du bénéficiaire du monopole, l'État Français (Tribunal fédéral, 1947)	18
Si le mélange de vins de diverses sortes n'est pas en soi un acte illicite, il tombe toutefois sous le coup de l'art. 153 du Code pénal lorsque, dans un but de tromperie, le coupage est mis en circulation sous la désignation de la sorte dépréciée (Tribunal fédéral, 1946)	82

VII. CONCURRENCE DÉLOYALE

	Pages		Pages
<i>Belgique.</i> Ne peut donner lieu à une action en cessation un acte de concurrence revêtant un caractère déloyal en raison d'une convention (Président du Tribunal de Bruxelles)	38	pas traités avec ladite lotion (Chancery Division, 1947)	157
Ne commet pas de contravention le libraire qui, en l'absence de toute convention le lui interdisant, vend à prix réduit, et même avec perte, des ouvrages en stock important, difficiles à écouler (Tribunal de commerce de Bruxelles, 1946)	38	<i>Grèce.</i> La protection spéciale accordée par la loi sur les marques exclut celle fondée sur la loi sur la concurrence déloyale (Cassation, 1939)	204
Est condamnable le cafetier servant du <i>Black-citron</i> au consommateur qui avait commandé un <i>Coca-Cola</i> (Tribunal de Hasselt, 1943)	38	<i>Italie.</i> La similitude des signes graphiques constitue une imitation servile (Milan, Cour d'appel, 1946)	81
<i>États-Unis.</i> L'emploi par un tiers des noms génériques, ou descriptifs du genre de produits, déjà utilisés par une maison, constitue un acte de concurrence déloyale si les acheteurs confondent les deux maisons (1943)	123	Ne peuvent être qualifiés d'actes de concurrence déloyale les actes n'ayant pas causé de dommage (Tribunal de Milan, 1947)	101
Ne constitue pas un acte de concurrence déloyale le fait d'ouvrir, pour les mêmes articles, un magasin <i>Miller's Lilliputian Shoppe</i> dans le voisinage du <i>Lilliputian Bazaar</i> (Second Circuit Court of Appeals, 1948)	123	<i>Maroc.</i> Il y a concurrence déloyale de la part de celui qui utilise son propre nom à titre de marque sans empêcher la confusion avec une marque connue sous le même nom (Rabat, Cour d'appel, 1947)	178
<i>France.</i> L'action en concurrence déloyale peut être ouverte à défaut de celle en contrefaçon, faute de dépôt antérieur publié d'un modèle (Cour de Lyon, 1938)	202	<i>Roumanie.</i> La simple possibilité de confusion entre deux noms commerciaux suffit pour justifier une action en concurrence déloyale (Bucarest, Cour d'appel, 1948)	223
Constitue une faute et un préjudice punissables à titre de concurrence déloyale le fait d'utiliser une dénomination qu'employait déjà un concurrent (Douai, Cour d'appel, 1939)	198	<i>Suisse.</i> Le titulaire de la marque, atteint dans ses droits, peut invoquer la loi sur la concurrence déloyale concurremment avec la loi sur les marques de fabrique (Tribunal fédéral, 1947)	19
Est condamnable le commerçant qui vend des pastilles du <i>Bassin de Vichy</i> à un client ayant commandé des <i>pastilles de Vichy</i> (Cour de Lyon, 1943)	199	L'imitation des caractéristiques techniques d'un produit tombé dans le domaine public ne constitue pas un acte de concurrence déloyale (Tribunal fédéral, 1947)	124
Est condamnable le commerçant qui remplit d'un produit d'autre origine des bouteilles de <i>Rhum Chauvet</i> (Cour de Metz, 1939)	199	Constitue un acte de concurrence déloyale l'emploi par une maison suisse de slogans caractérisant la publicité d'une grande entreprise parisienne, faisant accroire qu'il existe des rapports commerciaux entre les deux maisons (Tribunal fédéral, 1947)	159
<i>Grande-Bretagne.</i> Constitue un acte de concurrence déloyale la publicité annonçant qu'un coiffeur emploie une lotion connue, alors que ses clients ne sont		L'emploi à titre de marque de la dénomination <i>La Française</i> tombe sous le coup de la loi sur la concurrence déloyale (Tribunal fédéral, 1947)	20
		<i>Tchécoslovaquie.</i> Est illicite l'emploi de la partie du nom commercial d'autrui à caractère générique, mais devenu avec le temps un élément distinctif de ce nom, ayant acquis auprès de la clientèle une signification particulière (Prague, Cour suprême, 1947)	83

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES JUGEMENTS, ARRÊTS ET DÉCISIONS

1855	Pages	1880	Pages	1899	Pages
Paris, Cour d'appel, 8 juin	33	Paris, Cour d'appel, 7 mai	33	Montpellier, Tribunal, 29 novembre	154
Paris, Cour de cassation, 22 décembre	33				
1857		1882		1901	
Paris, Cour de cassation, 20 mars	33	Bruxelles, Cour d'appel, 6 avril	34	Paris, Cour de cassation, 29 octobre	154
1865		1883		1903	
Colmar, Cour d'appel, 29 novembre	33	Bruxelles, Cour d'appel, 6 avril	34	Paris, Cour d'appel, 23 juillet	199
1866		Paris, Cour de cassation, 18 décembre	33	1904	
Paris, Cour de cassation, 1 ^{er} décembre	33	1885		Paris, Tribunal civil de la Seine, 29 juillet	201
1879		1898		1905	
Washington, Cour suprême	118	Paris, Cour d'appel, 8 février	201	Paris, Cour d'appel, 14 avril	202

	Pages	1927	Pages	Paris, Tribunal civil de la Seine, 6 décembre	Pages
Paris, Cour d'appel, 3 août	34	Paris, Tribunal civil de la Seine, 1 ^{er} mars	200	cembre	34, 35
Paris, Cour d'appel, 2 novembre	201	Bruxelles, Cour d'appel, 16 mars	37	Paris, Cour d'appel, 17 décembre	200
1906		Leipzig, <i>Reichsgericht</i> , 30 avril	59	Aix, Cour d'appel, 18 décembre	198
Washington, Cour suprême	120	Bordeaux, Tribunal, 23 mai	155	1934	
1907		1928		Berlin, <i>Patentamt</i> , 24 mars	55
Lyon, Cour d'appel, 23 février	201	Versailles, Tribunal civil, 21 janvier	155	Rennes, Cour d'appel, 11 juin	76
Paris, Cour d'appel, 20 mai	201	Paris, Tribunal civil de la Seine, 2 juin	200	Casablanca, Tribunal, 20 décembre	223
1908		Bruxelles, Cour d'appel, 15 juin	38	1935	
Berlin, <i>Patentamt</i> , 11 janvier	55	1929		Casablanca, Tribunal, 7 février	223
1909		Paris, Cour d'appel, 20 février	199	Paris, Tribunal civil de la Seine, 28 février	155
Paris, Cour d'appel, 30 juillet	199	Londres, <i>Chancery Division</i> , 14 mai	175	Bruxelles, Cour d'appel, 9 mars	38
Bruxelles, Cour d'appel, 30 novembre	34	Orléans, Cour d'appel, 8 juillet	200	Paris, Cour d'appel, 23 mai	78
1911		Edinbourg, <i>Court of Session</i> , 20 juillet	156	Casablanca, Tribunal, 23 mai	223
Londres, <i>Chancery Division</i> , 1 ^{er} novembre	157	Lausanne, Tribunal fédéral, 5 novembre	155	Paris, Tribunal de commerce de la Seine, 4 juin	202
1912		Paris, Tribunal civil de la Seine, 8 novembre	200	Paris, Cour d'appel, 2 juillet	202
Liège, Cour d'appel, 4 février	34	Berlin, <i>Patentamt</i> , 17 novembre	59	Berlin, <i>Patentamt</i> , 8 novembre	55
Paris, Tribunal civil de la Seine, 20 avril	35	1930		Bourges, Cour d'appel, 10 décembre	155
Lyon, Cour d'appel, 24 décembre	199	Paris, Cour d'appel, 8 janvier	200	1936	
1913		Leipzig, <i>Reichsgericht</i> , 18 janvier	59	États-Unis, <i>District Court of Michigan</i>	123
Lyon, Cour d'appel, 25 février	199	Rabat, Cour, 15 février	223	Paris, Cour d'appel, 17 juillet	202
1914		Paris, Cour d'appel, 10 mars	155	Paris, Tribunal civil de la Seine, 24 octobre	201
Douai, Cour d'appel, 20 février	34	Londres, <i>Chancery Division</i> , 14 mars	178	Paris, Cour de cassation, 9 décembre	155
Paris, Cour d'appel, 28 mai	35	Paris, Cour de cassation, 19 décembre	77	Paris, Cour de cassation, 9 décembre	199
1916		1931		1937	
Londres, <i>House of Lords</i> , 25 juillet	157	Louvain, Tribunal, 17 mars	34	Paris, Tribunal civil de la Seine, 4 mars	77
1918		Bruxelles, Cour d'appel, 26 mars	37	Rabat, Cour, 9 mars	223
Berlin, <i>Patentamt</i> , 8 mars	55	Bruxelles, Cour d'appel, 3 avril	34	Casablanca, Tribunal, 7 juin	223
Paris, Cour d'appel, 25 juillet	34	Strasbourg, Tribunal civil, 4 mai	155	Paris, Cour d'appel, 17 juin	201
1920		Rouen, Cour d'appel, 20 mai	200	Paris, Tribunal civil de la Seine, 20 juillet	78
Troyes, Tribunal civil, 15 juin	200	Paris, Cour d'appel, 7 juillet	154	Périgueux, Tribunal, 22 juillet	200
1921		Paris, Cour d'appel, 8 juillet	200	Lyon, Tribunal de commerce, 24 août	202
Paris, Cour de cassation, 9 février	35	1932		Paris, Cour de cassation, 3 novembre	202
Paris, Cour d'appel, 20 avril	154, 199	Washington, Cour suprême	118	Berlin, <i>Patentamt</i> , 21 novembre	55
1922		Bruxelles, Tribunal, 1 ^{er} février	37	Marseille, Tribunal civil, 22 novembre	200
Paris, Cour de cassation, 23 février	35	Rabat, Cour, 12 février	223	Paris, Cour d'appel, 9 décembre	77
1924		Paris, Cour de cassation, 18 février	78	Bruxelles, Cour d'appel, 16 décembre	37
Paris, Cour d'appel, 20 décembre	200	Chateaubriand, Tribunal civil, 10 mars	76	Berlin, <i>Patentamt</i> , 27 décembre	58
1926		Paris, Cour d'appel, 11 juillet	155, 199	1938	
Paris, Cour d'appel, 3 mars	155	Berlin, <i>Patentamt</i> , 18 octobre	55, 56, 60	Paris, Tribunal civil de la Seine, 12 janvier	77, 198
Paris, Tribunal civil de la Seine, 23 juin	200	1933		Paris, Cour d'appel, 2 février	76, 199
		Nancy, Cour d'appel, 8 février	155	Paris, Tribunal civil de la Seine, 17 mars	197
		Rouen, Cour d'appel, 1 ^{er} mars	155	Paris, Cour d'appel, 8 avril	198
		Rouen, Cour d'appel, 12 mars	199	Lyon, Cour d'appel, 11 avril	202
		Paris, Cour d'appel, 28 mars	202	Berlin, <i>Patentamt</i> , 5 mai	56, 61
		Paris, Cour d'appel, 3 avril	202		
		Canada, Cour suprême, 28 juin	156		
		Angers, Cour d'appel, 12 juillet	155		
		Dijon, Cour d'appel, 5 décembre	198		

	Pages		Pages		Pages
Poitiers, Cour d'appel, 31 mai . . .	78	Paris, Tribunal de commerce de la Seine, 25 avril . . .	202	États-Unis, <i>Third Circuit Court of Appeals</i> . . .	123
Orléans, Tribunal civil, 31 mai . . .	78	Berlin, <i>Patentamt</i> , 5 mai . . .	56	Lyon, Cour d'appel, 19 janvier . . .	199
Paris, Cour d'appel, 7 juin . . .	201	Paris, Cour d'appel, 20 mai . . .	198	Rio de Janeiro, Cour d'appel, 1 ^{er} février . . .	81
Riom, Cour d'appel, 29 juin . . .	198	Londres, <i>House of Lords</i> , 27 mai . . .	177	Paris, Tribunal civil de la Seine, 3 février . . .	199
Paris, Tribunal civil de la Seine, 11 juillet . . .	203	Berlin, <i>Patentamt</i> , 9 juin . . .	57	Paris, Cour d'appel, 6 février . . .	78
Paris, Tribunal civil de la Seine, 21 juillet . . .	78	Paris, Cour d'appel, 25 juin . . .	201	Berlin, <i>Patentamt</i> , 10 février . . .	60
Douai, Cour d'appel, 25 juillet . . .	202	Berlin, <i>Patentamt</i> , 8 juillet . . .	58	Berlin, <i>Patentamt</i> , 11 février . . .	59
Saïgon, Cour d'appel, 9 septembre . . .	79	Berlin, <i>Patentamt</i> , 11 juillet . . .	59	Berlin, <i>Patentamt</i> , 15 février . . .	59
Paris, Cour d'appel, 24 décembre . . .	203	Paris, Tribunal civil de la Seine, 18 juillet . . .	201	Berlin, <i>Patentamt</i> , 6 mars . . .	60
1939		Paris, Cour d'appel, 23 juillet . . .	15	Berlin, <i>Patentamt</i> , 17 mars . . .	56
Paris, Cour de cassation, 16 janvier . . .	78	Paris, Cour de cassation, 29 juillet . . .	14	Berlin, <i>Patentamt</i> , 12 avril . . .	60
Douai, Cour d'appel, 8 février . . .	198	Paris, Cour de cassation, 29 septembre . . .	78	Berlin, <i>Patentamt</i> , 15 avril . . .	58
Paris, Cour d'appel, 8 février . . .	202	Paris, Cour de cassation, 13 octobre . . .	78	Berlin, <i>Patentamt</i> , 1 ^{er} juin . . .	61
Paris, Cour d'appel, 8 mars . . .	202	Berlin, <i>Patentamt</i> , 13 novembre . . .	59	Paris, Tribunal civil de la Seine, 17 juin . . .	76
Paris, Cours d'appel, 16 mars . . .	77	Paris, Cour d'appel, 18 novembre . . .	78	Paris, Tribunal civil de la Seine, 5 juillet . . .	199
Orange, Tribunal correctionnel, 16 mars . . .	77	1942		Paris, Cour d'appel, 12 juillet . . .	79
Metz, Cour d'appel, 24 mars . . .	199	Washington, Cour suprême . . .	119	Paris, Tribunal civil de la Seine, 21 juillet . . .	200
Paris, Cour d'appel, 6 avril . . .	77	Washington, Commissaire des brevets . . .	120	Berlin, <i>Patentamt</i> , 28 septembre . . .	57
Paris, Tribunal civil de la Seine, 5 juin . . .	79	Washington, <i>Court of Customs and Patents appeals</i> . . .	120	Berlin, <i>Patentamt</i> , 4 novembre . . .	60
Paris, Cour de cassation, 10 juin . . .	14	États-Unis, <i>Court of appeals of the District of Columbia</i> . . .	121	Hasselt, Tribunal, 14 novembre . . .	38
Marseille, Tribunal civil, 13 juin . . .	198	États-Unis, <i>Third Circuit Court</i> . . .	119	Bruxelles, Cour de cassation, 25 novembre . . .	38
Paris, Cour d'appel, 26 juin . . .	78	États-Unis, <i>Sixth Circuit Court of Appeals</i> . . .	120, 123	Berlin, <i>Patentamt</i> , 8 décembre . . .	59
Paris, Tribunal civil de la Seine, 13 juillet . . .	78	Berlin, <i>Patentamt</i> , 18 février . . .	55	Berlin, <i>Patentamt</i> , 18 décembre . . .	61
Paris, Tribunal civil de la Seine, 20 juillet . . .	77	Paris, Cour d'appel, 17 mars . . .	201	Lyon, Tribunal civil, 21 décembre . . .	76
Paris, Cour d'appel, 24 juillet . . .	201	Berlin, <i>Patentamt</i> , 2 avril . . .	57	1944	
Paris, Cour de cassation, 4 décembre . . .	200	Lyon, Cour d'appel, 14 juin . . .	202	États-Unis, <i>Second Circuit Court of Appeals</i> . . .	122
Londres, <i>House of Lords</i> , 11 décembre . . .	157	Paris, Cour de cassation, 15 juin . . .	201	Berlin, <i>Patentamt</i> , 5 janvier . . .	59
Lille, Tribunal civil, 15 décembre . . .	198	Paris, Cour de cassation, 16 juin . . .	198	Lyon, Tribunal civil, 27 janvier . . .	199
1940		Paris, Cour de cassation, 17 juin . . .	198	Berlin, <i>Patentamt</i> , 1 ^{er} mars . . .	61
Berlin, <i>Patentamt</i> , 5 janvier . . .	57	Paris, Cour d'appel, 18 juin . . .	78	Paris, Cour de cassation, 13 mars . . .	199
Paris, Tribunal civil de la Seine, 26 février . . .	198	Berlin, <i>Patentamt</i> , 30 juin . . .	59	Paris, Cour de cassation, 15 mars . . .	13
Paris, Tribunal civil de la Seine, 28 février . . .	77	Paris, Tribunal civil de la Seine, 30 juillet . . .	199	Berlin, <i>Patentamt</i> , 16 avril . . .	61
Berlin, <i>Patentamt</i> , 4 mars . . .	57	Lausanne, Tribunal fédéral, 5 septembre . . .	60	Londres, Cour d'appel, 21 avril . . .	177
Lyon, Cour d'appel, 10 avril . . .	14	Berlin, <i>Patentamt</i> , 22 septembre . . .	59	Lyon, Cour d'appel, 2 mai . . .	202
Berlin, <i>Patentamt</i> , 16 septembre . . .	58	Berlin, <i>Patentamt</i> , 23 octobre . . .	56	Paris, Cour d'appel, 9 mai . . .	200
Leipzig, <i>Reichsgericht</i> , 1 ^{er} octobre . . .	56	Berlin, <i>Patentamt</i> , 9 novembre . . .	57	Paris, Cour d'appel, 11 juillet . . .	199
Berlin, <i>Patentamt</i> , 12 novembre . . .	57	Paris, Cour d'appel, 9 novembre . . .	78	Paris, Tribunal civil de la Seine, 27 juillet . . .	77
Berlin, <i>Patentamt</i> , 28 novembre . . .	56	Lyon, Tribunal civil, 12 novembre . . .	199	Berlin, <i>Patentamt</i> , 18 août . . .	60
Berlin, <i>Patentamt</i> , 22 décembre . . .	61	Paris, Tribunal civil de la Seine, 26 novembre . . .	77	Lyon, Cour d'appel, 14 décembre . . .	76
Paris, Tribunal de commerce de la Seine, 27 décembre . . .	201	Bruxelles, Tribunal de commerce, 10 décembre . . .	38	Paris, Cour de cassation, 17 décembre . . .	198
1941		Berlin, <i>Patentamt</i> , 12 décembre . . .	56	1945	
États-Unis, <i>Second Circuit Court of Appeals</i> . . .	120	Berlin, <i>Patentamt</i> , 17 décembre . . .	59	New-York, <i>District Court</i> . . .	120
États-Unis, <i>Eight Circuit Court</i> . . .	123	1943		Washington, <i>Patent Office</i> . . .	122
Paris, Cour de cassation, 12 février . . .	14	Washington, Commissaire des brevets . . .	120, 122	Paris, Cour de cassation, 2 janvier . . .	78
Berlin, <i>Patentamt</i> , 31 mars . . .	56	Washington, Cour suprême . . .	123	Paris, Cour d'appel, 25 juin . . .	78
		États-Unis, <i>Second Circuit Court of Appeals</i> . . .	122	Bruxelles, Cour d'appel, 21 novembre . . .	38

1946		Pages			Pages			Pages
États-Unis, <i>Second Circuit Court</i>		123	Londres, <i>Chancery Division</i> , 28 janvier		157	Ottawa, Cour de l'Échiquier, 30 août		101
Paris, Cour de cassation, 3 janvier		79	Paris, Cour de cassation, 3 février		200	Lausanne, Tribunal fédéral, 17 sep-		
Paris, Cour d'appel, 8 janvier		199	Bruxelles, Cour d'appel, 15 février		38	tembre		159
Londres, <i>Assistant-Comptroller</i> , 18 fé-			Londres, <i>Privy Council</i> , 25 février		156	Lausanne, Tribunal fédéral, 23 sep-		
vrier		157	Bruxelles, Tribunal de commerce,			tembre		137
Paris, Cour de cassation, 26 mars	14, 15		8 mars		37, 39	Lausanne, Tribunal fédéral, 30 sep-		
Lyon, Cour d'appel, 10 avril		198	La Haye, <i>Hooge Raad</i> , 11 avril		16	tembre		124
Paris, Cour d'appel, 21 mai		77	Paris, Cour de cassation, 17 avril		15	Londres, <i>Chancery Division</i> , 16 oc-		
Bruxelles, Cour de cassation, 28 mai		37	Dijon, Cour d'appel, 2 mai		14	tobre		156
Paris, Cour de cassation, 3 juin		79	Milan, Tribunal, 13 mai		101	Prague, Cour suprême, 17 octobre		83
Londres, <i>Chancery Division</i> , 26 juillet		175	St-Julien-en-Genevois, Tribunal, 13 mai		202	Rouen, Cour d'appel, 27 octobre		200
Bruxelles, Tribunal de commerce, 7 août		38	Paris, Cour d'appel, 20 mai		76	Milan, Cour d'appel, 14 novembre		222
Lausanne, Tribunal fédéral, 24 sep-			Londres, <i>Chancery Division</i> , 21 mai		156	Londres, <i>Chancery Division</i> , 28 no-		
tembre		102	Lisbonne, Tribunal, 31 mai		178	vembre		157
Lausanne, Tribunal fédéral, 1 ^{er} no-			Rabat, Cour d'appel, 3 juin		178	Chaumont, Tribunal civil, 8 décembre		200
vembre		82	Milan, Cour d'appel, 10 juin		137	Londres, <i>Chancery Division</i> , 19 dé-		
Milan, Tribunal, 15 novembre		61	Londres, <i>Assistant-Comptroller</i> , 10 juin		156	cembre		156
Paris, Cour de cassation, 19 novembre		79	Londres, <i>Chancery Division</i> , 10 juin		158			
Lausanne, Tribunal fédéral, 22 no-			Londres, Cour d'appel, 11 juin		156			
vembre		102	Lausanne, Tribunal fédéral, 17 juin		16			
Londres, <i>Chancery Division</i> , 3 dé-			Rome, Cour de cassation, 25 juin		38			
cembre		157	Rome, Cour de cassation, 25 juin		159			
Milan, Cour d'appel, 10 décembre		81	Privas, Tribunal civil, 26 juin		77			
Bruxelles, Régent, 16 décembre		38	Londres, <i>Patents Appeal Tribunal</i> ,					
			27 juin		156			
			Milan, Cour d'appel, 27 juin		178			
			Londres, <i>Patents Appeal Tribunal</i> ,					
			29 juin		174			
			Bucarest, Tribunal de commerce,					
			12 juillet		223			
			Paris, Cour d'appel, 16 juillet		79			
			Londres, <i>Assistant-Comptroller</i> ,					
			25 juillet		157			
			Londres, <i>Chancery Division</i> , 30 juillet		158			

1947

États-Unis, <i>Second Circuit Court of Appeals</i>		121
Milan, Cour d'appel, 11 janvier		101
Londres, <i>Privy Council</i> , 13 janvier		156
Lisbonne, Tribunal, 22 janvier		61
Paris, Tribunal civil de la Seine, 22 janvier		79

1948

Paris, Cour d'appel, 12 janvier		200
Paris, Tribunal civil de la Seine, 14 janvier		200
Prague, Ministère du commerce et de l'industrie, 25 mars		160
États-Unis, <i>Second Circuit Court of Appeals</i> , 2 avril		119, 123
Prague, Ministère du commerce inté-		
rieur, 16 avril		203
Rome, Cour de cassation, 23 avril		203
Paris, Cour d'appel, 9 juin		201
Chambéry, Cour d'appel, 30 juin		202
Bourg-en-Bresse, Tribunal, 13 juillet		202
Bucarest, Cour d'appel, 17 août		223

TABLE DES NOMS DES PARTIES

		Pages			Pages			Pages
Absorbit, S. A.		38	Bentley Motors Ltd.		157	Bureau portugais de la propriété		
Adam Hat Stores Inc.		123	Bentley, Walker Owen		157	industrielle		61
Alltex Products Corp.		120	Berry		38	Bushmill Wine & Products Co.		122
Alpina Union horlogère S. A.		137	Bertoni		61	Caisse autonome de gestion des bons		
American Brake Shoe Co.		120	Best & C.		119, 123, 124	de la défense nationale, d'exploit-		
American Trading Co.		118	Blauwpunt		37	tation industrielle des tabacs et		
Andreade Lima, de, José		81	Bœhringer, S. & C ^{ie}		102	d'amortissement de la dette publique		16
Art metal works Inc.		156	Bognamo, Société		159	California Fruit Growers' Exchange		121
Attorney General of Canada		156	Bon Génie S. A.		159	California Packing Co.		121
Attorney General of Ontario		156	Bon Marché, Société		198	Cassano		101
Au Printemps S. A.		159	Borio		178	Champion Spark Plug		123
Bagots Hulton & C. Ltd.		157	British Celanese Ltd.		156	Chaves, Inácio A.		61
Bale, Marcos y Hermanos		157	British Thompson-Houston Ltd.		175	Christy, Kenneth Allen		102
Bauersche Giesserei		81	Broderick		120	Cigala		137
Bayer Products Ltd.		156, 174	Brown & Williamson Tobacco Corp.		120	Cinzano, Auguste		178
B. & B. Exterminators		119	Bureau fédéral de la propriété intel-			Coca-Cola, S. A.		159
Beck, Koller & Cy.		157	lectuelle		102	Coe		120, 121
Bellows, Norman William		101	Bureau néerlandais de la propriété			Compagnie fermière de Vichy		198, 199
Belras A. G.		124	industrielle		16	Companhia agricola do Sanguinhal		178

	Pages		Pages		Pages
Cridlebaugh, John Clayton	119	La Touraine Coffee Inc.	119	Sapidi	222
Croix de Lorraine, Garage de la —	37, 39	Leeuw, van de —, Jacobus Johannes	157	Saponificio Vigevanese	137
Culbertson	123	Lefco	123	Schachenmann	82
Davidoff & C ^{ie}	16	Le Jean Ltd.	157	Schlaraffia	13
Del Duca	101	Leschen	120	Scott Laboratories Inc.	122
Ditta Borio	178	Limus S. A.	178	Shell Hellas, société	20
Ditta Elli L. Viganò	203	Lingner Werke	101	Shredded Wheat, The, Co. Ltd.	157
Ditta Millefiori	137	Lorraine Coffee Cy. Inc.	119	Société Ame Omnipol.	223
Dixie rose Nursery	120	Lorraine, Croix de — Garage	37, 39	S. A. Absorhit	38
Dwinell-Wright Cy.	122	Luft, G. W., Co.	122	S. A. Au Printemps	159
Eastern Wine Corp.	123	Lysol	99	S. A. Coca-Cola	159
Eastex Manufacturing Co. Ltd.	156	Mac Laurin's patent	156	S. A. Limus	178
Electric Chain Company of Canada Ltd.	156	Magasins du Bon Marché	198	S. A. Nebiolo	81
Electric Vacuum Cleaner Co.	123	May Ltd.	158	Société Boehringer	102
Emener	123	Mc. Culloch	158	Société des Caves du Bon Marché	198
Esquire Inc.	120	Millefiori	137	Société des établissements Cinzano-	
Établissements Pernod	198	Miller, Sadie S.	119, 123, 124	Vulcain-Moreno	178
Fallimento Cigala	137	Millsite Steel of Wire Works	120	Société des Magasins du Bon Marché	198
Fax, Société	61	Mishawaka Rubber & Woolen Co.	119	Société des soieries de Winterthour	202
Ferrari	61	Models (Leicester) Ltd.	178	Société du Café Sanka	199
Fiberglas Canada Ltd.	156	Monevielf	156	Société Farmaceutici Italia	101
Fonderia tipografica Bauersche Gies-		National Silver Co.	120	Société Fax	61
serei e Reggiani	81	Nebiolo S. A.	81	Société Heilmittelwerke	102
Foschini	61	No-Nail boxes Ltd.	177	Société « Le Pierrot gourmand »	198
Foss	123	No-Nail cases proprietary Ltd.	177	Société Lingner	101
Foundry Co.	120	Nouveautés S. A. Bon Génie	159	Société Plant Protection Ltd.	16
French, Thomas & Sons	120	Oeuvre belge de défense contre la		Société suisse de tissages mécaniques	
Garage de la Croix de Lorraine	37, 39	tuberculose	37, 39	d'étoffes de soie	202
General Motors Corporation	101	Omnipol, société	223	Socony, Société	20
Georgius	201	Pernod Établissements	198	Sousa, Valente y C ^{ia}	178
Gillette industries	175	Pfister Hybrid Corn Co.	120	Spun rock wools Ltd.	156
Gillette Safety Razor Company	124	Philadelphia Inquirer Co.	121	Stabilimento Bognamo	159
Green	123	Philharmonic Radio Corporation	122	Standard Brands Inc.	119
Green, Reginald Kersey	157	Pomeranec, Israel	156	Sunkist Baking Co.	121
Heacock Co.	118	Popesco-Arges-Omnipol	223	Swidler, Reinhold A.	119
Heddon, James, Sons	120	Procureur du canton de Schaffhouse	82	Thiosept	101
Heilmittelwerke Wien	102	Pytram Ltd.	178	Thompson, Ralph Emerson	175
Heirs Brothers Inc.	122	Reardon W. G.	119	Ticket	201
Heublein & Bro.	122	Redwing Forest products Ltd.	157	Tiffany & Co.	121
Hines	158	Redwing Ltd.	157	Tiffany Productions	121
Holly Molding Devices	120	Reggiani	81	Tillmann & Bendel	121
Houel, Dr.	201	Reich	123	Time, Incorporated	81
I. G. Farben	156	Republic Steel	122	Tootal Broadhurts Lee cy Ltd.	38
International Affiliated Corp.	200	Révérands Pères Célestins	198, 199	Valente, Sousa y C ^{ia}	178
International Braid Co.	120	Rodel & Fils Frères	198	Viganò, Elli L.	203
Jellinek	157	Rossi	222	Vitaliano	101
Kasha	99	Royal Silver Mfg. Co.	120	Vittori & C.	137
Kellogg Co. of Great Britain Ltd.	157	Rudolph, Maurice L.	119	White House Milk Cy. Inc.	122
Kleemann, O. et M. Ltd.	177	S. A. B. B. A.	159	Winnick	158
King Features Syndicate Inc.	177	Safeway Opticians Inc.	120	Winslow-Warren Ltd. Inc.	123
Kodak Co.	120	Safeway Stores Inc.	120	Zande Cosmetic Co.	122
Kresge Co.	119	Sales Affiliates Ltd.	157	Zibecchi	61
Lagonda Ltd.	157	Sanders	123		
Lancosme	201	Sanguinhal, do, Société	178		

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

<i>Blatt für Patent-, Muster- und Zeichenwesen</i> , publication officielle allemande	Pages 247	Ghiron, Mario. <i>Corso di diritto industriale</i> (Volume I: <i>Invenzioni e brevetti</i>)	Pages 124	Redlich, Walter. <i>Grundlagen des gewerblichen Rechtsschutzes im neuen Österreich</i>	Pages 160
Callmann, Rudolf. <i>The law of unfair competition and trade-marks</i>	140	Heiding, Sture. <i>Om registrerade Varumärken och inarbetade Kännetecken</i>	64	Reimer, Eduard. <i>Wettbewerbs- und Warenzeichenrecht</i>	224
Deloukas, Nicolas A. La protection de la forme particulière ou de l'enveloppe d'un produit selon la législation grecque sur la propriété industrielle	204	Marval (de), J. A. <i>Argentine Patents and Trade Marks</i>	84	<i>Revista de ciencia aplicada</i> , revue espagnole publiée par le Patronado Juan de la Cierva	104
Doorman, G. <i>Het hederlandsch Octrooiwezen en de techniek der 19^e eeuw</i>	84	Metz, Arthur W. <i>Der Schutz der Fabrik- und Handelsmarken im Ausland</i>	204	Teunissen, H. P. <i>Over het octrooieren van verpakte producten en de consequenties hiervan</i>	140
Frumkin, M. <i>The early history of patents for invention</i>	20	Neumayer, Frederick. <i>Patentkarteller. Official Gazette</i> , publication officielle de l'Administration des Iles Philippines	180	Vander Haeghen, Alfred. <i>Déontologie (usages et règles) des Conseils en brevets</i>	84
Gama Cerqueira (da), Joao. <i>Traçado de propriedade industrial, marcas e patentes</i>	104	<i>Official Journal of Patents, Trade Marks, Designs and Copyright</i> , publication officielle hebdomadaire de l'Administration de l'Union Sud-Africaine	64		

LISTE DES DOCUMENTS OFFICIELS

Publiés dans la *Propriété industrielle* de 1948

Union internationale. — État au 1^{er} janvier 1948	Pages 1, 2	Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par la Syrie et rectifiant celle relative à la ratification par le Luxembourg (du 14 mai 1948).	Pages 85
— RATIFICATION DES ACTES DE LONDRES ET NOUVELLES ADHÉSIONS :		Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par la Principauté de Liechtenstein, et l'adhésion de la Zone de Tanger à cet instrument (du 18 juin 1948)	105
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant l'adhésion des Pays-Bas et colonies au texte de Londres de la Convention d'Union et des Arrangements de Madrid (marques) et de La Haye (du 5 juillet 1948)	125	Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant l'adhésion de l'Autriche à l'Arrangement de Neuchâtel (du 6 juillet 1948).	125
— ARRANGEMENT DE NEUCHÂTEL :		Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant l'application de l'Arrangement de Neuchâtel aux territoires néerlandais d'outre-mer (du 10 juillet 1938)	126
État au 1 ^{er} juillet 1948	126	Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par la Grèce et précisant la portée de l'adhésion de la République Dominicaine à cet instrument (du 21 août 1948)	161
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant l'adhésion de Trinidad et Tobago, de la Palestine et du Territoire de Tanganyika à l'Arrangement de Neuchâtel (du 20 décembre 1947)	3	Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant le ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par le Brésil (du 24 septembre 1948)	181
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par le Luxembourg, la République Libanaise, la Pologne et le Portugal (du 30 décembre 1947).	3	— CONVENTIONS INTERNATIONALES :	
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par l'Italie et rectifiant la date de l'entrée en vigueur de cet instrument au Danemark (du 16 janvier 1948)	3	Accord de Londres relatif au traitement des brevets d'invention ayant appartenu à des Allemands (du 27 juillet 1946), documents complémentaires	142
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par la Hongrie, l'Irlande et les Pays-Bas et l'adhésion de Ceylan à cet instrument (du 26 janvier 1947)	21	Allemagne. — Législation intérieure. — Loi concernant l'institution de Bureaux des entrées pour les demandes relatives aux brevets, aux modèles d'utilité et aux marques (du 5 juillet 1948)	162
Circulaire du Conseil fédéral suisse (Département politique fédéral) concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel par la Belgique (du 6 mars 1948)	42		

Première ordonnance portant exécution de la loi précitée (du 14 juillet 1948)	Pages 163	Ordonnances concernant la restauration du droit autrichien sur les brevets (n° 204 et 205, du 25 juillet 1947)	Pages 71
Dispositions relatives au dépôt des marques (du 14 juillet 1948)	182	Ordonnance portant publication du texte codifié de la loi sur les marques (n° 206, du 25 juillet 1947)	46
Ordonnance relative à la compétence pour assermenter le personnel des Bureaux des entrées et à la forme du serment (du 16 juillet 1948)	184	Ordonnance concernant les taxes relatives aux marques et établissant une classification des produits (n° 207, du 25 juillet 1947)	87
Dispositions relatives aux demandes de brevets et de modèles d'utilité (du 20 juillet 1948)	183	Ordonnance concernant des exigences relatives au dépôt des marques (n° 208, du 25 juillet 1947)	89
Avis concernant l'institution du Bureau des entrées de Darmstadt et de Berlin (des 24 juillet et 30 septembre 1948)	184, 210	Première ordonnance concernant la restauration du droit autrichien sur les marques (n° 209, du 25 juillet 1947)	89
Instructions relatives à la procédure concernant le dépôt des brevets, marques, dessins ou modèles et droits d'auteur (n° 24, du 30 septembre 1948)	217	Ordonnances concernant la durée des délais (n° 1834 et 2898, des 6 août et 30 novembre 1947)	110
Arabie saoudite. — Législation intérieure. — Loi sur les marques (du 10 août 1939)	109	Ordonnance concernant l'enregistrement international des marques (n° 9, du 23 septembre 1947)	127
Argentine. — 1^{re} Législation intérieure. — Décision relative aux dépôts de marques par l'entremise d'un mandataire (du 26 mai 1947)	7	Ordonnance contenant des dispositions en matière de dessins ou modèles industriels (n° 234, du 23 septembre 1947)	145
Décision concernant la date de dépôt des demandes en renouvellement de marques (du 28 mai 1947)	7	Ordonnance portant modification et complément du règlement de service pour le Bureau des brevets (n° 235, du 23 septembre 1947)	145
Décision modifiant la procédure relative au renouvellement des marques (du 28 mai 1947)	26	Ordonnance portant modification et complément de celle concernant l'organisation du Bureau des brevets (n° 236, du 23 septembre 1947)	145
2^o Droit conventionnel. — Accord commercial et financier avec la France, <i>dispositions concernant la propriété industrielle</i> (du 23 juillet 1947)	75	Édit contenant l'invitation à former des requêtes fondées sur le § 9 (2) de la loi n° 123, du 9 mai 1947, concernant la restauration du droit autrichien sur les brevets et sur les ordonnances portant exécution de celle-ci (du 30 septembre 1947)	134
Australie. — Législation intérieure. — Ordonnance portant modification du règlement sur les brevets (n° 140, du 23 août 1946)	70	Édit contenant l'invitation à former des requêtes fondées sur le § 8 alinéa (2), de la loi n° 125, du 9 mai 1947, concernant la restauration du droit autrichien sur les marques et sur la première ordonnance d'exécution de ladite loi (du 30 septembre 1947)	134
Autriche. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Avis concernant la prolongation des délais de priorité en faveur des ressortissants américains, britanniques, italiens et suisses (des 25 juillet, 26 novembre et 15 décembre 1947)	66	Ordonnance contenant des instructions relatives à l'enregistrement des dessins ou modèles industriels par les Chambres de l'industrie et du commerce (n° 1354, du 14 octobre 1947)	163
Avis concernant la prolongation des délais de priorité en faveur des ressortissants de la Suède, de la Belgique, de la Hongrie, du Danemark et du Canada (n° 54, du 14 janvier 1948; n° 64, du 17 février 1948; n° 115, du 11 mai 1948; n° 191, du 3 août 1948; n° 206, du 27 août 1948)	143, 205, 225	Ordonnance contenant le règlement de service pour la salle d'exposition du Patentamt (n° 8, du 5 janvier 1948)	134
B. Législation ordinaire: Loi concernant la protection des marques (Texte codifié n° 206, de 1947)	211	Ordonnance modifiant celle n° 99, du 27 mars 1947, concernant les spécialités pharmaceutiques (n° 112, du 19 mai 1948)	217
Ordonnance concernant les spécialités pharmaceutiques (n° 99, du 27 mars 1947)	134	Ordonnance concernant les taxes pour des affaires de brevets (n° 137, du 15 juin 1948)	184
Loi contenant des dispositions relatives à la protection des dessins ou modèles industriels (du 9 mai 1947)	7	Ordonnance concernant les taxes relatives à des affaires de marques (n° 138, du 15 juin 1948)	185
Loi concernant la restauration du droit autrichien sur les marques (du 9 mai 1947)	43	Belgique. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Loi établissant une présomption légale au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale (du 12 avril 1947)	143
Loi concernant la restauration du droit autrichien sur la concurrence (n° 145, du 12 juin 1947)	70	Arrêté prévoyant la publication au <i>Moniteur belge</i> des demandes de prolongation de la durée des brevets d'invention (du 28 avril 1947)	42
Avis relatif à l'établissement des classes de brevets et de leurs subdivisions (n° 1697/Präs. 47, du 22 juillet 1947)	53	Arrêté fixant la date ultime de prorogation des délais en matière de propriété industrielle (du 24 novembre 1947)	22
Avis concernant la répartition des classes de brevets et de leurs subdivisions entre les onze sections techniques des demandes (n° 1697/Präs. 47, du 22 juillet 1947)	53	Loi portant modification de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946, qui proroge, en raison des événements de guerre, les délais en matière de propriété industrielle et la durée des brevets d'invention (du 30 mars 1948)	86
Ordonnance concernant les taxes de brevets (n° 203, du 25 juillet 1947)	70		

B. Législation ordinaire : Arrêté portant création d'une marque touristique nationale (du 30 juillet 1946)	89	Décret établissant la classification des produits pour les brevets et les dessins ou modèles industriels (n° 1998, du 18 août 1944)	73
Règlement d'usage et de contrôle de la marque touristique nationale (du 30 juillet 1946)	90	Décret réglementant la concession de licences relatives aux spécialités pharmaceutiques, aux produits biologiques et alimentaires, aux cosmétiques et aux lotions thérapeutiques (n° 6750, du 28 février 1947)	53
Arrêté réglementant la préparation et le commerce du lait (du 19 mars 1947)	217	Congo. — Législation intérieure. — Ordonnance fixant le montant de la taxe à payer pour le dépôt de dessins et modèles industriels (n° 271/A. E., du 12 septembre 1947)	146
Arrêté modifiant le prix de l'abonnement aux recueils publiés par le Service de la propriété industrielle (du 29 mars 1947)	90	Ordonnance fixant le montant de la taxe à payer pour dépôt de marques de fabrique et de commerce (n° 272/A. E., du 12 septembre 1947)	146
Arrêté relatif à la moutarde et aux produits analogues (du 25 juin 1947)	53	Ordonnance fixant le montant de la taxe à payer pour dépôt de brevets (n° 273/A. E., du 12 septembre 1947)	146
Arrêté sur les postes émetteurs et émetteurs-récepteurs privés (du 22 juillet 1947), <i>dispositions relatives aux brevets</i>	185	Danemark. — Droit conventionnel. — Accord avec la France, concernant la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 16 juillet 1947)	53
Arrêté relatif à la chicorée et aux produits similaires (du 14 août 1947)	154	Égypte. — Législation intérieure. — Décret et arrêté réglementant le commerce du henné (des 31 mars et 3 juillet 1947)	173
Brésil. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre : Décret législatif portant approbation de l'Arrangement de Neuchâtel (n° 6, du 30 décembre 1947)	3	Décret et arrêté réglementant l'industrie et le commerce des tapis et des Kélins faits à la main (des 31 mars et 3 juillet 1947)	173
B. Législation ordinaire : Décret-loi portant modification du Code de la propriété industrielle (n° 8481, du 27 décembre 1945)	72	Décrets et arrêtés relatifs aux réchauds à pétrole et à leurs brûleurs, ainsi qu'à l'indigo (des 7 avril, 18 juin, 3 juillet et 11 novembre 1947)	173
Décret-loi portant modification des taxes et droits en matière de propriété industrielle (n° 8936, du 26 janvier 1948)	72	Décret et arrêté concernant le poids ou la capacité des denrées alimentaires emballées (des 21 avril et 3 juillet 1947)	173
Bulgarie. — Législation intérieure. — Ordonnance réglant le commerce des produits alimentaires, etc. (n° 830, du 2 juin 1947)	73	Décrets et arrêté concernant le savon et les tissus et fils de coton importés (des 28 avril et 2 juillet 1947)	173
Loi relative à la nationalisation des entreprises industrielles et des mines privées (Publiée dans le <i>Derjavène Vestnik</i> n° 302, du 27 décembre 1947)	90	Décret et arrêté relatif au commerce de l'eau de Cologne (des 5 mai et 3 juillet 1947)	173
Canada. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre : Avis relatif à la constatation de la réciprocité aux termes de la loi sur les brevets (du 28 février 1948)	66	Arrêté modifiant à nouveau celui n° 63, de 1943, sur la répression des fraudes et falsifications (n° 497, du 28 septembre 1947)	173
Avis relatif à la constatation de la réciprocité avec Ceylan et le Danemark (du 2 avril 1948)	105	Espagne. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre : Ordonnance concernant le traitement des demandes fondées sur l'Arrangement de Neuchâtel, ou sur les mesures espagnoles de guerre (Notification du 31 décembre 1947)	22
Ceylan. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre : Ordonnance contenant des dispositions spéciales en matière de brevets, dessins, droit d'auteur et marques nécessaires pour faire face à toute situation résultant de l'état de guerre (n° 32, du 2 septembre 1942)	3	Ordonnance portant prolongation du moratoire dans les affaires de propriété industrielle (du 23 février 1948)	66
B. Législation ordinaire : Règlement concernant les brevets, les dessins, le droit d'auteur et les marques en temps de guerre (du 13 mars 1944)	3	B. Législation ordinaire : Décret modifiant l'Estatuto du 26 juillet 1929 concernant la propriété industrielle (du 26 décembre 1947)	226
Chine. — Législation intérieure. — Loi sur les marques (du 19 octobre 1940)	111	États d'Israël. — Ordonnance d'adaptation concernant les brevets, les dessins et les marques (n° 36, du 30 septembre 1948)	215
Loi sur les brevets, les modèles d'utilité et les dessins industriels (du 29 mai 1944)	47	États-Unis. — 1^{re} Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre : Proclamations accordant une prolongation du délai utile pour renouveler les marques enregistrées en faveur de ressortissants finlandais, norvégiens et tchécoslovaques (des 5 décembre 1947 ; 6 janvier et 25 août 1948)	66, 225
Colombie. — Législation intérieure. — Décret portant réglementation de diverses dispositions de la loi n° 31, de 1925, sur la propriété industrielle (n° 2758, du 17 décembre 1942)	8		
Décret portant réglementation de certaines dispositions de la loi n° 31, de 1925, sur la propriété industrielle (n° 178, du 29 janvier 1943)	26		

Avis relatif à l'application des lois de guerre aux ressortissants de divers pays (du 6 janvier 1948)	Pages 67	Décret portant création d'un comité national de propagande en faveur du vin (n° 48-136, du 23 janvier 1948)	Pages 53
Proclamation accordant une prolongation du délai utile pour renouveler les marques enregistrées en faveur de ressortissants luxembourgeois (du 21 janvier 1948)	143	Arrêté portant création d'un comité technique des conserves alimentaires (du 26 janvier 1948)	91
Proclamation accordant une prolongation du délai utile pour renouveler les marques enregistrées en faveur de ressortissants danois (du 30 janvier 1948)	144	Décrets concernant l'acidité volatile des vins mis en œuvre pour la production des eaux-de-vie réglementées; les eaux-de-vie réglementées d'Aquitaine, des coteaux de la Loire et d'Algérie; les eaux-de-vie réglementées des coteaux de la Loire et de Bourgogne (n° 48-190 à 48-192, du 31 janvier 1948)	53
Proclamation accordant une prolongation du délai utile pour renouveler les marques enregistrées en faveur de ressortissants des Iles Philippines (du 11 mai 1948)	144	Arrêté relatif à la commercialisation des raisins et des vins originaires de la Champagne viticole (du 14 février 1948)	75
2° <i>Droit conventionnel</i> . — Accord complémentaire avec la France, concernant la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 28 octobre 1947)	54	Arrêté portant application du label d'exportation aux choux-fleurs et aux salades (du 14 février 1948)	75
France. — 1° <i>Législation intérieure</i> . — A. <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre</i> : Loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1 ^{er} mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre (n° 48-341, du 28 février 1948)	42	Arrêté portant application de la marque nationale de qualité aux « noix de Grenoble », ainsi qu'aux noix « Corne » et « Marbot » de la région du Sud-Est (du 14 février 1948)	75
Loi autorisant le Président de la République à ratifier : 1° l'accord franco-danois du 16 juillet 1947; l'accord complémentaire franco-américain du 28 octobre 1947, relatifs à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (n° 48-342, du 28 février 1948)	42	Arrêté tendant à entendre aux jus de fruits les dispositions de l'arrêté du 18 juin 1946 et portant création d'une commission nationale de délivrance des certificats de qualité pour ces produits (du 23 février 1948)	75
Arrêté contenant la liste des pays considérés comme accordant un traitement équivalent aux ressortissants français au titre du décret du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle (du 1 ^{er} mars 1948)	67	Décrets relatifs à la définition des eaux-de-vie à appellation réglementée « Fangères »; aux eaux-de-vie réglementées originaires du Bugey; à la définition des eaux-de-vie des Côtes du Rhône; aux eaux-de-vie réglementées originaires du Languedoc et de Provence (nos 48-498 à 48-501, du 19 mars 1948)	75
Décret mettant fin au régime spécial prévu à l'égard des mobilisés en matière de propriété industrielle (n° 48-464, du 19 mars 1948)	67	Décrets concernant la définition des appellations contrôlées « Crépy », « Fitou » et « Palette » (du 28 avril 1948)	154
Loi tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946 relatifs à la prolongation des brevets d'invention (n° 48-1462, du 22 septembre 1948)	181	Loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord intervenu le 6 juin 1947 à La Haye et relatif à la création d'un Bureau international des brevets à La Haye (n° 48-900, du 2 juin 1948)	113
Loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix (n° 48-1481, du 25 septembre 1948)	182	Arrêté portant extension aux cidres, poirés, eaux-de-vie de cidre, calvados et moûts concentrés des pommes des dispositions de l'arrêté du 18 juin 1946 (du 15 juin 1948)	154
B. <i>Législation ordinaire</i> : Loi relative à la vente des fromages (n° 5112, du 4 décembre 1941)	164	Arrêté portant application du label d'exportation aux persil, fraises, épinards, abricots, casses, fenouil, ail, navets, pêches, pois en cosse et asperges (du 15 juin 1948)	154
Décrets concernant les eaux-de-vie à appellations contrôlées Armagnac, Bas-Armagnac, Ténarèze et Haut-Armagnac, et définissant les conditions de contrôle des appellations Lirac et Saint-Romain (du 14 octobre 1947)	31	Arrêtés portant homologation des statuts et règlements intérieurs des syndicats d'attribution et de défense du label de qualité pour les fromages ci-après désignés: Camembert, Edam et Gouda, Gorgonzola, Marouilles, Pont-l'Évêque, Saint-Paulin (du 28 juin 1948)	154
Arrêté portant création d'un comité technique des fruits et légumes (du 15 octobre 1947)	8	Loi tendant à valider et à modifier l'acte dit loi n° 21 du 27 janvier 1944 concernant les délais en matière de propriété industrielle (n° 48-1080, du 7 juillet 1948)	147
Arrêté portant création d'un comité technique des fromages (du 15 octobre 1947)	8	Décrets concernant les appellations d'origine « Madiran », « Pacherenc du vic Bilh », « Montravel », « Côtes du Rhône », « Monbazillac », « Étoile », « Côtes de Montravel » et « Haut-Montravel » (du 10 juillet 1948)	217
Décrets concernant l'appellation « Côtes d'Agly » et définissant les conditions de contrôle de l'appellation « Rosé des Riceys » (du 8 décembre 1947)	31	Arrêtés portant application du label d'exportation aux cerises, figues, raisin de table, prunes, artichauts, haricots verts et tomates (du 27 août 1948)	217
Arrêtés accordant la protection temporaire aux produits exposés à des expositions (des 12, 17 et 27 décembre 1947; 13 février, 27 avril, 16 et 25 septembre 1948) 9, 27, 91, 185	185	Arrêté concernant la définition de l'appellation contrôlée « Clairette du Languedoc » (du 28 septembre 1948)	217
Arrêté portant réglementation du conditionnement des fruits et légumes exportés sous label d'exportation ou marque nationale de qualité (du 19 janvier 1948)	53	2° <i>Droit conventionnel</i> . — Accord avec le Danemark, concernant la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 16 juillet 1947)	53
		Accord commercial et financier avec l'Argentine (du 23 juillet 1947), dispositions concernant la propriété industrielle	75

Accord complémentaire avec les États-Unis, concernant la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 28 octobre 1947)	Pages 54	Indes néerlandaises. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre: Ordonnance contenant des mesures extraordinaires en matière de propriété industrielle (n° 55, du 4 mars 1948)	Pages 68
Accord avec l'Italie en matière de propriété industrielle (du 29 mai 1948)	190	Iraq. — Législation intérieure. — Lois modifiant celle n° 14, du 16 mars 1929, qui tend à encourager la création d'entreprises industrielles (des 24 décembre 1930, n° 45; 20 avril 1936, n° 63; 9 juillet 1939, n° 21; 10 mars 1941, n° 20)	173
Accord avec l'Italie, relatif à la protection des appellations d'origine et à la sauvegarde des dénominations de certains produits (du 29 mai 1948)	217	Irlande. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre: Loi tendant à modifier les lois sur la propriété industrielle et commerciale, de 1927 et 1929, afin de donner exécution à l'Arrangement de Neuchâtel (du 23 décembre 1947)	3
Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Ordonnances portant exécution du traité de paix avec l'Italie, la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie et la Roumanie (n°s 114 à 118, du 26 janvier 1948)	162	Islande. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre: Ordonnance mettant fin au régime d'exception institué, en matière de brevets, par la notice du 4 janvier 1944 (n° 133, du 16 octobre 1946)	225
Ordonnance portant autorisation de traiter avec des Allemands des affaires de propriété industrielle (n° 725, du 8 avril 1948)	144	Ordonnance mettant fin au régime d'exception institué, en matière de marques, par la loi n° 77, du 27 juin 1941 (du 6 octobre 1947)	144
B. Législation ordinaire: Règlements modificatifs sur les brevets (n°s 2392 et 2393, du 7 novembre 1947)	186	Italie. — 1° Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Décret législatif modifiant celui n° 1031, du 30 septembre 1947, qui concerne la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (n° 689, du 24 avril 1948)	126
Règlement modificatif sur les dessins (n° 2387, du 7 novembre 1947)	186	Décret-loi contenant des dispositions additionnelles relatives à la prolongation de la durée de validité des droits de propriété industrielle (n° 1156, du 10 août 1948)	182
Ordonnance attribuant à l'Union Sud-Africaine la qualité de pays « conventionnel » pour les effets des dispositions de la loi britannique sur les brevets et les dessins (n° 104, du 26 janvier 1948)	52	B. Législation ordinaire: Décret législatif portant prolongation jusqu'au 30 juin 1948 des dispositions relatives au fonds de solidarité nationale (n° 1159, du 5 octobre 1947)	27
Ordonnance attribuant à l'Autriche la qualité de pays « conventionnel » pour les effets des dispositions de la loi britannique sur les brevets et les dessins (n° 872, du 27 avril 1948)	113	Décrets concernant la protection des inventions, etc. à des expositions (des 30 décembre 1947; 12 février, 11 mars, 10 mai, 16 juin, 21 juin, 18 et 26 juillet et 9 septembre 1948)	27, 53, 74, 113, 128, 147, 186
Ordonnance attribuant aux Colonies espagnoles la qualité de pays « conventionnel » pour les effets des dispositions de la loi britannique sur les brevets et les dessins (n° 1006, du 12 mai 1948)	127	Décret portant approbation du règlement relatif aux brevets pour marques d'entreprise (n° 795, du 8 mai 1948)	164
Grèce. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Décret portant prolongation des dispositions relatives au moratoire (du 29 décembre 1947)	67	2° Droit conventionnel. — Accord avec la France en matière de propriété industrielle (du 29 mai 1948)	190
Loi concernant la ratification de l'Arrangement de Neuchâtel (n° 713, du 19 juin 1948)	144	Accord avec la France, relatif à la protection des appellations d'origine et à la sauvegarde des dénominations de certains produits (du 29 mai 1948)	217
B. Législation ordinaire: Arrêté fixant les taxes en matière de brevets et de marques (n° 43 109, du 20 mars 1948)	91	Luxembourg. — Législation intérieure. — A. Mesures prises en raison de l'état de guerre: Loi portant approbation de l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 24 décembre 1947)	23
Hongrie. — Législation intérieure. — Mesures prises en raison de l'état de guerre: Loi concernant l'insertion de l'Arrangement de Neuchâtel et Protocoles annexes au Code du pays (n° XXVII, de 1947)	22	Arrêté concernant la prorogation des délais en matière de marques de fabrique ou de commerce sous séquestre (du 25 juin 1948)	126
Décret portant exécution de la loi n° XXVII, de 1947, relative à l'insertion de l'Arrangement de Neuchâtel et Protocoles annexes au Code du pays (n° 41 700/1948 Ip.M.)	106	B. Législation ordinaire: Loi portant approbation de l'accord relatif à la création d'un Bureau international des brevets, signé à La Haye le 6 juin 1947 (du 11 décembre 1947)	23
Décret portant modification de certaines dispositions du décret n° 41 700/1948 Ip.M., qui porte exécution de la loi relative à l'insertion de l'Arrangement de Neuchâtel au Code du pays (n° 20 110/1948 Ip.M.)	205	Arrêté modifiant le tarif des frais de publications au <i>Mémorial</i> (du 20 décembre 1947)	91
Décret portant exécution, quant aux droits de propriété industrielle et à la prolongation de la durée des brevets, de la loi n° XVIII, de 1947, qui concerne l'insertion au Code du pays du traité de paix (n° 8780, du 19 août 1948)	206	Arrêté concernant la création d'une marque nationale du miel luxembourgeois (du 5 juin 1948)	147
Décret modifiant les règles de procédure en matière de dessins ou modèles (n° 20 005, du 27 septembre 1948)	209		

Maroc (zone française). — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Dahir rendant exécutoire l'Arrangement de Neuchâtel, du 8 février 1947, concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale (du 24 novembre 1947)	Pages 69
Norvège. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Décret portant application des dispositions de la loi du 19 juillet 1946 aux ressortissants danois (du 14 novembre 1947)	144
Décret portant application des dispositions des lois des 19 juillet 1946 et 9 mai 1947 aux ressortissants de divers pays (du 5 décembre 1947)	5
Nouvelle-Zélande. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Règlement concernant les demandes de brevets fondées sur un dépôt premier opéré au Canada (du 17 septembre 1947)	23
Règlement concernant les demandes de brevets fondées sur un dépôt premier opéré dans l'Union Sud-Africaine (du 3 octobre 1947)	23
Règlement modificatif concernant les brevets, les dessins, les marques et le droit d'auteur en temps de guerre (n° 2, du 17 décembre 1947)	24
Règlement portant exécution de l'Arrangement de Neuchâtel (n° 197, du 17 décembre 1947)	24
Règlement portant exécution des traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande quant aux brevets, dessins, marques et droits d'auteur (n° 136, du 11 août 1948)	209
B. Législation ordinaire: Règlement modificatif sur les brevets (du 17 septembre 1947)	9
Loi portant modification de la loi de 1921-1922 sur les brevets, les dessins et les marques (n° 37, du 25 novembre 1947)	27
Palestine. — <i>Législation intérieure.</i> — Règlement modificatif sur les brevets (du 28 février 1947)	29
Règlement modificatif sur les marques (du 28 février 1947)	29
Pays-Bas. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Loi contenant des dispositions dans le domaine de la propriété industrielle, en vue des circonstances exceptionnelles relatives à la deuxième guerre mondiale (du 27 novembre 1947)	5
Loi portant approbation de l'Arrangement de Neuchâtel (n° H. 396, du 27 novembre 1947)	5
Pérou. — <i>Législation intérieure.</i> — Règlement pour le contrôle des produits pharmaceutiques utilisés dans l'art vétérinaire et des laboratoires qui les fabriquent (du 26 mai 1944)	173
Résolution suprême concernant les licences relatives à la vente de produits utilisés dans l'art vétérinaire (du 18 septembre 1944)	173
Résolution suprême concernant le transvasement des produits pharmaceutiques (du 11 septembre 1947)	173
Îles philippines. — <i>Législation intérieure.</i> — Classification des produits pour l'enregistrement des marques (règlement du 22 septembre 1947)	92
Pologne. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Loi relative à la ratification de l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, signé à Neuchâtel le 8 février 1947 (du 14 novembre 1947)	Pages 25
B. Législation ordinaire: Ordonnance concernant le renouvellement de l'enregistrement des spécialités pharmaceutiques (du 19 avril 1947)	29
Décret concernant l'admission exceptionnelle à l'exercice de la profession d'agent de brevets (du 12 septembre 1947)	92
Ordonnances concernant la protection des inventions, des modèles et des marques à diverses expositions (des 4 mars et 10 juin 1948)	74, 187
Décret portant modification de l'ordonnance du 22 mars 1928 sur la protection des inventions, des modèles et des marques (du 26 avril 1948)	128
Salvador. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Décret accordant un délai de grâce pour le paiement des taxes en matière de marques (n° 237, des 3/14 novembre 1947)	6
Suède. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Décrets modifiant celui n° 656, du 25 août 1947, qui porte application, dans les rapports avec certains États étrangers, de la loi n° 261, du 20 juin 1944 (nos 902 et 958, des 5 et 30 décembre 1947)	42
Décret portant application à l'Autriche de la loi n° 261, du 20 juin 1947 (n° 5, du 16 janvier 1948)	43
Décret portant application à l'Allemagne de la loi n° 261, du 20 juin 1947 (n° 37, du 30 janvier 1948)	69
Décret modifiant celui n° 656, du 25 août 1947, qui porte application dans les rapports avec certains États étrangers de la loi n° 261, du 20 juin 1947, sur certains cas de restauration du droit en matière de brevets, dessins ou modèles ou marques de fabrique, etc. (n° 98, du 5 mars 1948)	69
Décret portant modification de l'article 2 du décret n° 5, du 16 janvier 1948, relatif à l'application à l'Autriche de la loi n° 261, du 20 juin 1947 (n° 151, du 2 avril 1948)	86
Décret portant application à la Belgique de la loi n° 261, du 20 juin 1947 (n° 152, du 2 avril 1948)	86
Décret modifiant à nouveau l'article 1 ^{er} du décret n° 656, du 25 août 1947, qui porte application, dans les rapports avec certains États étrangers, de la loi n° 261, du 20 juin 1947, sur certains cas de restauration du droit en matière de brevets, dessins ou modèles ou marques de fabrique, etc. (n° 344, du 17 juin 1948)	144
B. Législation ordinaire: Décret portant application à l'Union Sud-Africaine et aux colonies espagnoles de l'ordonnance du 7 juin 1936 (n° 901, du 5 décembre 1947)	53
Suisse. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>A. Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Ordonnance instituant des mesures extraordinaires dans le domaine de la protection de la propriété industrielle (n° 2, du 17 décembre 1947)	25
Ordonnances relatives à la constatation de la réciprocité (des 31 janvier, 24 février, 23 mars et 21 mai 1948)	25, 43, 69, 108
B. Législation ordinaire: Ordonnances modifiant temporairement l'ordonnance réglant le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels (des 5 janvier et 7 juin 1948)	75, 148

Syrie. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Loi portant acceptation de l'Arrangement de Neuchâtel (n° 376, du 6 janvier 1948) . . .	Pages 43	B. Législation ordinaire: Arrêté instituant l'appellation contrôlée « Vin muscat de Tunisie » (du 20 octobre 1947) .	Pages 53
Tchécoslovaquie. — <i>Législation intérieure.</i> — <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Avis concernant la réciprocité, en matière de protection des inventions, avec les pays liés par l'Arrangement de Neuchâtel (du 11 mars 1948) . . .	127	Union des Républiques soviétiques socialistes russes. — <i>Législation intérieure.</i> — Décrets concernant les marques de fabrique ou de commerce (des 7 mars 1936 et 4 mars 1940) . . .	29, 31
Loi contenant des mesures extraordinaires concernant la protection des inventions (des 11/15 avril 1948) . . .	86	Règlement concernant l'enregistrement des marques (n° 185, du 5 février 1944) . . .	93
Décret portant prolongation de certains délais visés par la loi contenant des mesures extraordinaires dans le domaine des marques de fabrique ou de commerce (n° 164, du 22 juin 1948). . .	145	Union Sud-Africaine. — <i>Législation intérieure.</i> — Loi révisée tendant à codifier et à amender les lois relatives aux brevets d'invention et à l'enregistrement des brevets, des dessins, des marques et du droit d'auteur (n° 9, de 1916/n° 19, de 1947) . . .	94, 114, 128, 149, 169
Tunisie. — <i>Législation intérieure.</i> — A. <i>Mesures prises en raison de l'état de guerre:</i> Décrets rendant exécutoires en Tunisie l'Arrangement et le Protocole de Neuchâtel (des 25 décembre 1947 et 12 février 1948) . . .	108, 109	Règlement révisé sur les dessins (de 1917/1935) . . .	187
Décret complétant le précédent (du 12 février 1948) . .	109	Règlement révisé sur les marques (de 1917/1942) . . .	228
		Uruguay. — <i>Législation intérieure.</i> — Décret portant modification du règlement sur les marques (du 10 mai 1947) .	98